



RAPPORT
DU
COMITE DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS AUX
TERRITOIRES NON AUTONOMES

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 15 (A/5215)

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS
AUX
TERRITOIRES NON AUTONOMES**

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION

SUPPLEMENT N° 15 (A/5215)



NATIONS UNIES

New York, 1962

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

| | <i>Pages</i> |
|---|--------------------|
| Abréviations | iv |
| | <i>Paragraphes</i> |
| I. — Constitution du Comité..... | 1-8 1 |
| II. — Bureau du Comité..... | 9 2 |
| III. — Ordre du jour..... | 10 2 |
| IV. — Comité de rédaction..... | 11-12 2 |
| V. — Déclarations préliminaires | 13-15 2 |
| VI. — Renseignements politiques et constitutionnels..... | 16-55 2 |
| VII. — Progrès de l'enseignement..... | 56-94 8 |
| VIII. — Progrès économique..... | 95-105 12 |
| IX. — Progrès social..... | 106-126 13 |
| X. — Préparation et formation de cadres administratifs et techniques autochtones dans les territoires non autonomes..... | 127-132 15 |
| XI. — Collaboration internationale et assistance technique en vue du pro- grès des territoires non autonomes..... | 133-141 16 |
| XII. — Questions relatives aux résumés et analyses qui ne figurent pas sous les rubriques précédentes..... | 142-148 17 |
| XIII. — Coopération avec le Comité spécial créé par la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale et chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépen- dance aux pays et aux peuples coloniaux..... | 149-150 18 |
| XIV. — Coopération avec le Comité spécial pour les territoires administrés par le Portugal, créé par la résolution 1699 (XVI) de l'Assemblée générale | 151 18 |
| XV. — Travaux futurs du Comité..... | 152-154 18 |
| XVI. — Contrôle et limitation de la documentation..... | 155 18 |
| XVII. — Adoption du rapport..... | 156-157 18 |
| ANNEXE I. — Ordre du jour du Comité..... | 19 |
| ANNEXE II. — Liste des territoires sur lesquels des renseignements ont été communiqués pour 1960, avec indication de leur superficie et de leur population | 20 |
| ANNEXE III. — Etudes sur les conditions de l'enseignement dans les terri- toires non autonomes..... | 21 |

Abréviations

| | |
|--------|--|
| BAT | Bureau de l'assistance technique. |
| BIRD | Banque internationale pour la reconstruction et le développement. |
| CEA | Commission économique pour l'Afrique. |
| CEAEO | Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient. |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. |
| FISE | Fonds des Nations Unies pour l'enfance. |
| OIT | Organisation internationale du Travail. |
| OMS | Organisation mondiale de la santé. |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. |

RAPPORT DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

(Treizième session, 1962)

I. — Constitution du Comité

1. Par sa résolution 1700 (XVI), adoptée le 19 décembre 1961, l'Assemblée générale a décidé "de maintenir en fonctions le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes dans les mêmes conditions qu'actuellement, jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait décidé que les principes énoncés au Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ont été pleinement appliqués". Les travaux du Comité, dont il est question dans cette résolution, reposent sur les résolutions 332 (IV), du 2 décembre 1949, 646 (VII), du 10 décembre 1952, 933 (X), du 8 novembre 1955, et 1332 (XIII), du 12 décembre 1958.

2. Le mandat du Comité, tel qu'il ressort de la résolution 1332 (XIII), est le suivant :

"5. ... examiner, dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 de l'Article 1 et de l'Article 55 de la Charte, les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées et tous rapports ou renseignements concernant les mesures prises en exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale, sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes ;

"6. ... soumettre à l'Assemblée générale, lors de ses sessions ordinaires, des rapports contenant les recommandations de procédure qu'il jugera appropriées et les suggestions de fond qu'il estimera utiles concernant les questions techniques en général, mais non un territoire en particulier ;

"7. ... sans préjudice de l'examen annuel de toutes les questions techniques spécifiées à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, le Comité devrait étudier successivement et avec un soin particulier les conditions de l'instruction et les conditions économiques et sociales et devrait examiner les renseignements transmis sur ces questions à la lumière des rapports que l'Assemblée générale aura approuvés concernant ces conditions dans les territoires non autonomes."

3. Par la résolution 1700 (XVI), le Comité a reçu pour instructions :

"2. ... [d'examiner] les informations de caractère politique et constitutionnel communiquées par les Etats Membres administrants, aussi bien que les renseignements concernant les domaines techniques, et [de présenter] à l'Assemblée générale ses rapports accompagnés de ses observations et conclusions à ce sujet ;

"3. ... d'entreprendre des études poussées sur les conditions et problèmes politiques, scolaires, économiques et sociaux de territoires situés dans la même zone ou région, sauf lorsque les circonstances exigent que le cas d'un territoire soit étudié séparément."

4. Par cette même résolution, l'Assemblée générale a chargé le Comité "de faire appel au concours du Comité spécial de sept membres créé par la résolution 1699 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961", et l'a prié de communiquer ses rapports au Comité spécial chargé d'examiner l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et "de lui fournir la documentation pertinente dont il dispose, notamment les études préparées à son intention dont le Comité spécial pourrait avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions".

5. Le Comité comprend seize membres : huit Etats Membres chargés de communiquer des renseignements aux termes de l'Article 73, alinéa e, de la Charte et un nombre égal d'autres Etats Membres élus par la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale. A la fin de 1961, il y avait quatre sièges vacants au Comité en raison de l'expiration du mandat du Ghana, de l'Inde, de l'Irak et de la République Dominicaine. En 1961, l'Equateur, la Haute-Volta, le Pakistan et les Philippines ont été élus membres du Comité pour une période de trois ans. La composition actuelle du Comité est la suivante :

Etats Membres administrants

Australie,
Espagne,
Etats-Unis d'Amérique,
France,
Nouvelle-Zélande,

Pays-Bas,
Portugal,
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Etats membres élus par l'Assemblée générale

Date d'expiration du mandat

| | |
|-------------------|------------------|
| Argentine | 31 décembre 1962 |
| Ceylan | 31 décembre 1962 |
| Equateur | 31 décembre 1964 |
| Haute-Volta | 31 décembre 1964 |
| Libéria | 31 décembre 1963 |
| Mexique | 31 décembre 1963 |
| Pakistan | 31 décembre 1964 |
| Philippines | 31 décembre 1964 |

Tous les Etats membres du Comité étaient représentés à la treizième session, à l'exception du Portugal.

6. La treizième session du Comité a eu lieu au Siège de l'ONU, à New York. Le Comité a tenu 17 séances, entre le 23 avril et le 23 mai 1962.

7. Le Comité s'est félicité de la présence de représentants de la population autochtone de territoires non autonomes au sein des délégations de plusieurs Etats Membres administrants¹, conformément à l'invitation qui avait été adressée à ces derniers par les résolutions 1332 (XIII), 1466 (XIV) et 1539 (XV) de l'Assemblée générale, adoptées le 12 décembre 1958, le 12 décembre 1959 et le 15 décembre 1960, respectivement.

¹ M. Wilwardo Jones (Fernando Póo), M. Nicolaas Jouwe (Nouvelle-Guinée néerlandaise) et M. Richard Taitano (Guam).

8. Des représentants de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO et de l'OMS ont également assisté aux séances du Comité et pris part aux débats.

II. — Bureau du Comité

9. A l'ouverture de la session (243^{ème} séance), le 23 avril 1962, le Comité a élu à son bureau, par acclamation, les représentants suivants:

Président: M. G. P. Malalasekera (Ceylan);

Vice-Président: M. J. de Piniès (Espagne);

Rapporteur: M. E. Ros (Argentine).

III. — Ordre du jour

10. A sa 243^{ème} séance, le Comité a adopté son ordre du jour; il est reproduit à l'annexe I du présent rapport².

IV. — Comité de rédaction

11. A sa 247^{ème} séance, le Comité a décidé de désigner un comité chargé de rédiger, sur la base des vues exprimées par les membres, les chapitres du rapport du Comité à l'Assemblée générale relatifs aux renseignements politiques et constitutionnels, au progrès de l'enseignement, au progrès économique, au progrès social et à la préparation et la formation de cadres administratifs et techniques autochtones. A sa 249^{ème} séance, le Président a désigné les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Libéria, du Pakistan et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour faire partie du comité de rédaction, sous la présidence du Rapporteur. Le comité de rédaction a tenu 15 séances, du 4 au 18 mai 1962.

12. Le comité de rédaction a présenté son rapport en deux parties³; la première partie contenait le projet de rapport sur le progrès de l'enseignement; la deuxième traitait des renseignements politiques et constitutionnels, du progrès économique et du progrès social. Dans la deuxième partie de son rapport, le comité de rédaction a fait savoir au Comité qu'il avait manqué de temps pour rédiger le projet de chapitre sur la préparation et la formation de cadres administratifs et techniques autochtones et qu'il avait été convenu, sous réserve de l'approbation du Comité, d'en confier la rédaction au Rapporteur.

V. — Déclarations préliminaires

13. A la 243^{ème} séance, le représentant de l'Argentine a exprimé les réserves de son gouvernement à l'égard de la communication, par le Gouvernement du Royaume-Uni, de renseignements sur les îles Malouines (Falkland), les Sandwich du Sud et la Géorgie du Sud, et a déclaré que ce fait ne portait en rien atteinte à la souveraineté de l'Argentine, dont les droits sur ces territoires étaient inaliénables. Il a ajouté que, cette année, ses réserves ne portaient pas sur les régions situées au sud du 60^{ème} parallèle, visées par l'article 4 du Traité de l'Antarctique ratifié par l'Argentine et le Royaume-Uni, et au sujet desquelles il avait constaté que le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait pas, cette année, communiqué de renseignements. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement n'avait aucun doute concernant sa souveraineté sur les îles Falkland et leurs dépendances et réservait ses droits en la matière.

14. A la même séance, le représentant de l'Espagne a exprimé les réserves de son gouvernement touchant

la communication, par le Gouvernement du Royaume-Uni, de renseignements sur Gibraltar, qui relevait de la souveraineté de l'Espagne. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement n'avait aucun doute quant à sa souveraineté sur Gibraltar et réservait ses droits en la matière.

15. A des séances ultérieures, les représentants de Ceylan, des Philippines et du Pakistan ont réservé la position de leurs gouvernements touchant la communication, par le Gouvernement des Pays-Bas, de renseignements sur l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée néerlandaise), que leurs gouvernements considéraient comme faisant partie intégrante de la République d'Indonésie⁴. A la 245^{ème} séance, le représentant des Pays-Bas a déclaré que son gouvernement n'avait aucun doute quant à sa souveraineté sur la Nouvelle-Guinée néerlandaise et réservait ses droits en la matière.

VI. — Renseignements politiques et constitutionnels

INTRODUCTION

16. Le Comité était saisi des résumés des renseignements sur les territoires non autonomes communiqués pour 1960 par les Etats Membres administrants en vertu de l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte, et qui renferment un chapitre sur le gouvernement⁵. Les renseignements communiqués à ce sujet par le Gouvernement du Royaume-Uni, conformément à la décision qu'il avait annoncée à la seizième session de l'Assemblée générale, ont été transmis intégralement au Comité⁶.

17. Le Comité a examiné la question de sa 249^{ème} à sa 254^{ème} séance. Il a bénéficié des avis de conseillers autochtones de certains territoires qui accompagnaient les délégations de divers Etats Membres administrants⁷.

18. Le Comité a également reçu des renseignements complémentaires sur l'évolution politique récente et les événements actuels dans les territoires, qui ont été présentés par les délégations de divers Membres administrants dans leur déclaration liminaire, au cours du débat ou en réponse à des questions soulevées par des délégations de Membres non administrants⁸.

DISPOSITIONS DE LA CHARTE ET RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

19. Etant donné que la présente session est la première à laquelle le Comité ait examiné les renseignements politiques et constitutionnels communiqués par les Membres administrants, il peut être utile de rappeler brièvement les dispositions de la Charte et les résolutions de l'Assemblée générale qui ont trait à l'évolution vers l'autonomie des territoires non autonomes.

20. En vertu de l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte, les Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes accep-

⁴ Ces déclarations ont été faites aux séances suivantes: Ceylan, 245^{ème} séance; Philippines, 252^{ème} séance; Pakistan, 253^{ème} séance.

⁵ A/5078 et Add.1, 2, 3, 5 et 6; A/5079 et Add.2; A/5080 et Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19; A/5081 et Add.2.

⁶ A/5078/Add.7-19; A/5079/Add.1 et Add.3-6; A/5080/Add.2-4, Add.6-8 et Add.10-17; A/5081/Add.1 et Add.3-5; A/5120.

⁷ M. Wilwardo Jones (Fernando P6o), M. Nicolaas Jouwe (Nouvelle-Guinée néerlandaise) et M. Richard F. Taitano (Guam).

⁸ Ces renseignements figurent dans les comptes rendus analytiques ci-après: A/AC.35/SR.245 et A/AC.35/SR.249-254.

² A/AC.35/15/Rev.1.

³ A/AC.35/L.365 et Add.1.

tent notamment l'obligation de développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque territoire et de ses populations et à leurs degrés variables de développement.

21. A sa septième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 637 A (VII) du 16 décembre 1952, a recommandé aux Etats Membres de l'Organisation de reconnaître et favoriser la réalisation, en ce qui concerne les populations des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle placés sous leur administration, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de faciliter l'exercice de ce droit aux populations de ces territoires, compte tenu des principes et de l'esprit de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne chaque territoire et de la volonté librement exprimée des populations intéressées, la volonté de la population étant déterminée par voie de plébiscite ou par d'autres moyens démocratiques reconnus, de préférence sous l'égide des Nations Unies; l'Assemblée générale a recommandé en outre aux Etats Membres responsables de ces territoires de prendre des mesures pratiques, en attendant la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et afin de préparer cette réalisation, pour assurer la participation directe des populations autochtones aux organes législatifs et exécutifs du gouvernement de ces territoires, ainsi que pour préparer lesdites populations à l'autonomie complète ou à l'indépendance.

22. A sa huitième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 742 (VIII) du 27 novembre 1953, a approuvé une liste de facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes. Par la même résolution, l'Assemblée générale a considéré que c'était avant tout en accédant à l'indépendance que les territoires pouvaient atteindre l'autonomie complète, bien qu'il soit admis qu'un territoire pouvait aussi devenir autonome en s'associant à un Etat ou à un groupe d'Etats, à condition que cette association soit effectuée librement et sur un pied d'égalité absolue. Elle a également considéré que la validité de toute forme d'association entre un territoire non autonome et la métropole ou tout autre pays dépendait de la volonté de la population intéressée librement exprimée au moment où cette association était décidée et elle a réaffirmé que, pour qu'un territoire puisse être considéré comme autonome dans les domaines économique, social et de l'enseignement, il était essentiel que sa population s'administre complètement elle-même.

23. A sa quinzième session, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui est énoncée dans la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a notamment déclaré que des mesures immédiates seront prises dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes. A la même session, l'Assemblée générale, par la résolution

1541 (XV) du 15 décembre 1960, a approuvé une série de principes qui doivent guider les Etats Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, leur est applicable ou non. Conformément à ces principes, on peut dire qu'un territoire non autonome a atteint la pleine autonomie a) quand il est devenu Etat indépendant et souverain; b) quand il s'est librement associé à un Etat indépendant, à la suite d'un choix libre et volontaire des populations du territoire en question, exprimé selon des méthodes démocratiques et largement diffusées; ou c) quand il s'est intégré à un Etat indépendant, intégration qui doit se faire sur la base de l'égalité complète entre le peuple du territoire antérieurement non autonome et celui de l'Etat indépendant auquel il s'intègre et qui doit résulter du désir librement exprimé des populations du territoire, pleinement conscientes du changement de leur statut, la consultation se faisant selon des méthodes démocratiques et largement diffusées, impartialement appliquées et fondées sur le suffrage universel des adultes.

COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS POLITIQUES

24. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, le Comité et l'Assemblée générale ont encouragé la communication spontanée de renseignements relatifs au progrès de la participation des autochtones au fonctionnement des organes locaux de gouvernement dans les territoires non autonomes. A sa deuxième session, dans sa résolution 144 (II) du 3 novembre 1947, l'Assemblée générale, après avoir pris acte du fait que certains Membres qui assumaient l'administration de territoires non autonomes avaient de leur propre mouvement transmis des renseignements relatifs au progrès de la participation des autochtones au fonctionnement des organes locaux de gouvernement dans les territoires non autonomes, a considéré que la transmission spontanée de tels renseignements et le résumé qu'en faisait le Secrétaire général répondaient entièrement à l'esprit de l'Article 73 de la Charte et devaient, en conséquence, être constatés et encouragés. Dans sa résolution 327 (IV) du 2 décembre 1949, l'Assemblée générale a rappelé l'opinion exprimée dans la résolution 144 (II) et exprimé l'espoir que les Membres qui n'en avaient pas pris l'initiative ajouteraient de leur propre mouvement aux renseignements qu'ils transmettaient en vertu de l'Article 73, e, de la Charte des indications détaillées sur le gouvernement des territoires non autonomes. L'Assemblée générale a été saisie à nouveau de cette question à sa septième session et, dans sa résolution 637 B (VII) du 16 décembre 1952, elle a recommandé aux Etats Membres de l'Organisation responsables de l'administration de territoires non autonomes d'ajouter de leur propre initiative aux renseignements qu'ils transmettaient des indications détaillées sur la mesure dans laquelle le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes était exercé par les populations de ces territoires, et notamment sur leur progrès dans le domaine politique et sur les mesures prises pour développer leur capacité à s'administrer elles-mêmes, pour tenir compte de leurs aspirations politiques et pour aider le développement progressif de leurs libres institutions politiques.

25. Ultérieurement, dans sa résolution 848 (IX), du 22 novembre 1954, l'Assemblée générale a exprimé de nouveau l'opinion que la communication spontanée de renseignements sur le progrès politique des populations des territoires non autonomes était parfaitement

conforme à l'esprit de l'Article 73 de la Charte, et invité les Membres administrants intéressés à prêter à cette fin tout leur concours à l'Organisation des Nations Unies. A sa quatorzième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution 1468 (XIV), du 12 décembre 1959, a fait siennes les observations du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes selon lesquelles on enregistrait généralement un progrès rapide dans les domaines techniques lorsque la population était très largement représentée dans les organes politiques habilités à arrêter les politiques et à voter les budgets, et elle a demandé instamment aux Etats Membres administrants de prêter tout leur concours en communiquant des renseignements de caractère politique et constitutionnel au sujet de l'évolution dans les territoires qu'ils administrent, et notamment de l'établissement de calendriers intermédiaires en vue de l'accession de ces territoires à l'autonomie. Dans sa résolution 1535 (XV) du 15 décembre 1960, l'Assemblée générale, prenant acte des progrès réalisés dans les territoires non autonomes, a considéré qu'une connaissance complète de l'évolution politique et constitutionnelle des territoires non autonomes était essentielle à une évaluation exacte non seulement des progrès réalisés par les territoires vers l'indépendance, mais aussi de leurs progrès économiques, sociaux et culturels, et elle a prié de nouveau instamment les Etats Membres administrants intéressés d'aider pleinement l'Assemblée générale à s'acquitter de ses fonctions en lui communiquant des renseignements d'ordre politique et constitutionnel sur l'évolution des territoires qu'ils administrent. A cet égard, le Comité note cependant qu'à la même session, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 1514 (XV) contenant une déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, déclaré que le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne devait jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance.

26. Le Comité note que, dans le cadre des renseignements communiqués en vertu de l'Article 73, e, sur les territoires administrés respectivement par l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et, à partir de 1960, l'Espagne, des renseignements ont régulièrement été fournis sur des aspects politiques tels que le statut du territoire, la nationalité de ses habitants, les dispositions constitutionnelles et leur évolution, la structure et les pouvoirs du gouvernement du territoire et la participation de ses habitants à l'Administration.

27. Le Comité se félicite de la décision importante prise par le Gouvernement du Royaume-Uni de communiquer des renseignements de caractère politique relatifs aux territoires non autonomes relevant de son administration; cette décision a été annoncée à l'Assemblée générale le 27 septembre 1961⁹ par le Secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères.

28. Indépendamment du mémoire général touchant les principes qui sont à la base du développement constitutionnel des territoires non autonomes administrés par le Royaume-Uni¹⁰, le Comité était également saisi de 35 documents comprenant au total plus de 100 pages et ayant trait à la situation politique dans 42 territoires relevant du Royaume-Uni. Comme une grande partie des renseignements normalement fournis pour examen au Comité par le Gouvernement du

Royaume-Uni avait déjà été publiée dans des résumés préparés par le Secrétariat, on a intégralement reproduit, dès réception, les renseignements de caractère politique et constitutionnel touchant chacun de ces territoires. Ces renseignements figurent dans des documents dont la longueur varie d'une page dans le cas de l'île Pitcairn à 11 pages dans le cas de l'Ouganda. Quelle que soit la superficie des territoires considérés, ces renseignements sont présentés de manière uniforme dans des exposés qui comprennent normalement sept ou huit rubriques principales: la population; la constitution, ou le statut, ou l'évolution récente; la structure du gouvernement, y compris le gouverneur, le conseil exécutif et la législature; le régime électoral; l'organisation judiciaire et l'administration locale. Pour certains territoires, une section spéciale consacrée à l'évolution future du territoire donne les renseignements les plus récents sur les progrès accomplis dans le domaine constitutionnel. Dans un certain nombre de cas, on indique le nom des membres du conseil exécutif et la répartition des sièges de la législature entre les partis politiques pour montrer le degré de participation des autochtones à l'administration du territoire. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que les renseignements fournis ne constituaient pas en eux-mêmes un exposé complet de la situation constitutionnelle dans chacun des territoires mais qu'ils donnaient ce qu'il estimait être les grandes lignes des diverses constitutions en vigueur.

29. Quelques représentants ont cependant estimé que les renseignements fournis ne constituaient pas un exposé complet des faits et que le mémoire¹¹ présentait un tableau idéalisé de l'évolution politique des territoires administrés par le Royaume-Uni, qui n'était pas conforme à la réalité. S'agissant des renseignements de caractère politique et constitutionnel communiqués par les Membres administrants en général, un autre membre du Comité a exprimé l'espoir que l'année prochaine les puissances administrantes fourniraient des renseignements plus précis sur les points suivants: le régime constitutionnel des territoires reconnaissait-il l'importance des droits de l'homme et, dans l'affirmative, quelles dispositions avaient été prises pour établir un système judiciaire qui consacre ces droits et protège les citoyens contre toute action arbitraire et contre tout abus de pouvoir de la part des autorités? La constitution comportait-elle des "garanties sociales" telles que le droit des travailleurs à former des syndicats et, si besoin était, à faire grève? Renfermait-elle des dispositions relatives à la propriété des ressources fondamentales des territoires et, dans l'affirmative, de quelle nature étaient ces dispositions, notamment en ce qui concerne les titres de propriété sur les ressources d'entreprises ou de particuliers étrangers? Existait-il des dispositions relatives à une répartition équitable et économique de la propriété foncière? Les citoyens étaient-ils assurés, en droit et en fait, de pouvoir exprimer librement leur opinion politique par l'intermédiaire de partis politiques? Quelles étaient les conditions requises pour avoir le droit à la qualité de citoyen, pour avoir le droit de voter et être éligible aux fonctions publiques? Quels partis politiques y avait-il, quels étaient leurs principes et leurs tendances, quel était le nombre de leurs adhérents, etc.? Enfin, les partis politiques pouvaient-ils fonctionner librement?

30. Le Comité se félicite de la communication de ces renseignements essentiels sur la situation politique et constitutionnelle dans les territoires du Royaume-Uni, et il espère qu'à l'avenir des données supplémen-

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Séances plénières, 1017^{ème} séance.

¹⁰ A/5120.

¹¹ Ibid.

taires et des renseignements plus détaillés seront fournis en ce qui concerne notamment l'activité et les aspirations des partis et des groupes politiques existant dans les territoires. Le Comité espère également recevoir des renseignements touchant des plans éventuels de regroupement de certains de ces territoires en fédérations ou en associations régionales et d'autres indiquant dans quelle mesure l'organisation politique, administrative et judiciaire des territoires est aux mains des autochtones.

31. On trouvera à l'annexe II au présent rapport une liste des territoires sur lesquels des renseignements ont été communiqués pour l'année 1960, avec indication de leur superficie et de leur population.

DECLARATIONS DE PRINCIPE DES ETATS MEMBRES ADMINISTRANTS

32. Au moment où le Comité entreprend sa nouvelle tâche qui consiste à examiner les renseignements de caractère politique, il peut être utile de rappeler les déclarations de politique générale faites par les Membres administrants au sujet du développement de l'autonomie dans les territoires dont l'administration leur incombe.

33. Dans les renseignements qu'il a communiqués sur la Nouvelle-Guinée néerlandaise pour 1960, le Gouvernement des Pays-Bas indique que, reconnaissant le principe de la primauté des intérêts des habitants du territoire, il s'est fixé pour tâche d'aider les habitants de la Nouvelle-Guinée néerlandaise à franchir aussi rapidement que possible les étapes successives de leur développement pour leur permettre d'obtenir finalement une entière liberté de choix en ce qui concerne l'avenir de leur pays dans le monde. A cet effet, le Gouvernement des Pays-Bas a formulé une politique qui permettra de mettre fin le plus rapidement possible à ce processus d'évolution qui doit conduire le territoire à la maturité politique et à l'exercice du droit d'autodétermination. Le Gouvernement néerlandais a, à cet égard, adopté le principe selon lequel cet objectif ne peut être atteint dans un proche avenir que si l'on s'efforce systématiquement de faire participer les représentants de la population à cette évolution, d'éveiller leurs intérêts politiques et de leur faire prendre conscience des responsabilités qui leur incombent.

34. Dans les renseignements communiqués sur le Papua pour 1960, le Gouvernement australien indique que, dans le domaine des progrès politiques, il entend s'efforcer de faire comprendre à la population autochtone le fonctionnement des institutions représentatives démocratiques élues et de l'appareil administratif du gouvernement, et de la familiariser avec ces mécanismes nouveaux, pour lui donner aussi vite que possible les moyens de diriger ses propres affaires et de décider de son avenir politique en tant que peuple. Il est dit également dans cette déclaration que, pour que les progrès politiques soient stables et durables, il faut que la formation aux méthodes et aux pratiques de gouvernement soit bien conçue et que l'évolution politique soit rattachée, à tous les stades, aux besoins changeants de la population. La politique suivie a donc consisté à dispenser une formation de base en ce qui concerne le fonctionnement d'institutions représentatives et responsables à l'échelon local qui constitue un cadre familial et à créer, en commençant par le village et en s'intéressant progressivement à des entités plus importantes, une série d'organes locaux de gouvernement constitués selon des procédés démocratiques et capables de gérer leurs propres affaires. Dans le dis-

cours qu'il a prononcé le 5 octobre 1960 à la quinzième session de l'Assemblée générale, M. R. Menzies, premier ministre de l'Australie, a indiqué que l'Australie "considérerait de son devoir de permettre dès que possible à la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée d'exprimer sa libre et entière détermination"¹².

35. Dans sa déclaration liminaire à la session actuelle du Comité, le représentant de la Nouvelle-Zélande a informé ce dernier qu'"en tant qu'Autorité administrante, la Nouvelle-Zélande se proposait d'amener les diverses îles au degré de développement dont elles sont capables. Le développement était une tâche collective qui associait l'assistance technique et financière de la Nouvelle-Zélande aux efforts des insulaires eux-mêmes, et qui se faisait de plus en plus sous le contrôle et la direction de ces derniers. Le transfert graduel des responsabilités — qui était maintenant très avancé — des fonctionnaires néo-zélandais aux autochtones avait pour but immédiat la pleine autonomie interne". Il a également informé le Comité qu'à compter du 1er avril 1962 le Gouvernement néo-zélandais avait pris une nouvelle mesure importante en vue d'élargir les attributions des autorités locales en autorisant les Assemblées des îles Cook et de Nioué à disposer à leur gré des subventions qui leur sont accordées par le Gouvernement néo-zélandais et des recettes perçues dans les territoires. En ce qui concerne les Tokelau, il a informé le Comité que l'on envisageait de les intégrer dans un groupement plus large et il a ajouté que la solution dépendrait évidemment des préférences des habitants intéressés.

36. Aucune déclaration de politique générale n'a été faite en ce qui concerne l'avenir politique des territoires administrés par l'Espagne, mais il a été précisé dans les renseignements communiqués par le Gouvernement espagnol que, légalement, le statut des territoires ne différerait pas de celui de l'une quelconque des provinces espagnoles de la péninsule et que les habitants des territoires et ceux des provinces jouissaient des mêmes privilèges. Les territoires de Fernando Póo, du Rio Muni, d'Ifrni et du Sahara espagnol ont le droit d'être représentés aux Cortès et aux autres organes de gouvernement au même titre que toutes les autres provinces espagnoles.

37. La politique du Gouvernement du Royaume-Uni a été énoncée par M. Ormsby-Gore à la quinzième session de l'Assemblée générale, le 28 novembre 1960, lorsqu'il a déclaré:

"Nous avons la conviction que les populations des territoires dépendants doivent progresser vers l'autonomie et l'indépendance aussi rapidement qu'il est humainement possible. Nous avons la conviction que ces nouvelles nations doivent être fortes et prospères, et en paix avec elles-mêmes aussi bien qu'avec leurs voisins. Ces convictions sont les nôtres parce que nous les croyons manifestement bien fondées et parce que nous savons que les populations de ces pays désirent ardemment tout cela. Une autre raison est qu'elles correspondent à nos propres intérêts et à vrai dire aux intérêts de chacun des pays représentés au sein de cette assemblée. En effet, si ces nations nouvelles sont fortes et pacifiques, elles contribueront beaucoup à assurer dans le monde la paix qui est indivisible. Si elles sont prospères et poursuivent leurs progrès avec dynamisme, elles contribueront beaucoup à élever les niveaux de vie, à développer les ressources du monde et à améliorer le progrès et

¹² Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Séances plénières, 888ème séance.

le bien-être de l'ensemble de l'humanité. Telles sont les convictions sincères et profondes du peuple britannique. Depuis de nombreuses années, elles ont guidé nos actes à l'égard des populations des territoires d'outre-mer. C'est sur ces convictions que continueront à s'appuyer les efforts que nous déploierons en commun, jusqu'à ce que nous ayons atteint les buts que nous nous sommes fixés dans notre politique et que les peuples de ces pays aient réalisé leurs aspirations nationales¹³."

38. A la session actuelle, le représentant du Royaume-Uni a appelé l'attention sur le mémoire explicatif présenté par son gouvernement¹⁴. Ce mémoire exposait quelques-uns des principes généraux sur lesquels étaient fondées les méthodes constitutionnelles que le Royaume-Uni avait suivies pour promouvoir le progrès vers l'indépendance des territoires dont il avait la charge. Le représentant du Royaume-Uni a expliqué que le principe fondamental qui inspirait les méthodes appliquées par son pays pour le développement constitutionnel des territoires était que le cas de chaque territoire devait être considéré en lui-même, et non selon une théorie ou un plan général. La première conséquence qui découlait de ce principe était que le Gouvernement britannique considérait tout naturellement les grands territoires comme des embryons de nations. La deuxième conséquence était que, le principe de l'individualité des territoires étant reconnu, il était naturel que les gouvernements britanniques confient aux autorités, dans chaque territoire, autant de responsabilités qu'il était possible. Très tôt, les organes législatifs locaux avaient eu le pouvoir de légiférer sur tous les aspects des affaires internes des territoires. Le processus d'évolution vers l'autonomie avait donc consisté dans un développement progressif des institutions des territoires, pour qu'elles puissent assumer les pouvoirs exercés antérieurement par le gouverneur, dans une participation constamment accrue des populations aux organes législatifs et exécutifs, dans l'élargissement du corps électoral et dans une transformation du rôle du gouverneur qui, de chef d'une administration, était devenu à bien des égards l'équivalent d'un monarque constitutionnel. A chaque stade du processus, les mesures prises étaient le résultat d'un dialogue entre le Gouvernement britannique et les représentants de la population du territoire intéressé; et, dans ce dialogue, la contribution des représentants de la population allait croissant: si, au premier stade, le Gouvernement britannique jouait un rôle directeur décisif, l'élaboration de la constitution était, au dernier stade, presque exclusivement l'affaire des représentants du territoire. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré pour conclure que le passage à l'indépendance ne se traduisait donc pas par un retrait brusque de l'autorité existante, mais par la disparition complète d'une autorité qui, depuis quelque temps déjà, s'était de plus en plus effacée.

39. Le représentant des Etats-Unis a informé le Comité que le processus de progrès politique des territoires administrés par les Etats-Unis différait sensiblement de l'évolution que l'on pouvait observer dans les territoires relevant du Royaume-Uni. Ces différences s'expliquaient par les dissimilitudes entre un régime parlementaire de monarchie constitutionnelle et un mode de gouvernement où les pouvoirs exécutif et législatif étaient séparés et distincts. Une autre distinction résultait du système fédéral des Etats-Unis qui prévoyait un partage des pouvoirs entre le gouverne-

ment fédéral et les gouvernements des Etats, ce qui se retrouvait dans les relations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des territoires. Dans le cadre du système d'évolution constitutionnelle appliqué par les Etats-Unis, les territoires, une fois pourvus d'institutions représentatives, pouvaient soit être admis dans l'Union fédérale, comme cela avait été le cas, récemment, de l'Alaska et d'Hawaï, soit devenir indépendants, comme les Philippines, soit encore suivre une autre voie, comme Porto Rico, qui était devenu un Etat libre associé avec les Etats-Unis.

40. Dans les renseignements qu'il a soumis concernant les territoires placés sous son administration, le Gouvernement des Etats-Unis a expliqué qu'il avait pour principe d'appuyer les aspirations des populations non autonomes à un mode d'indépendance ou d'autonomie authentique et durable et reposant sur de solides bases culturelles, sociales, économiques et politiques. Dans la lettre que le président Kennedy avait adressée le 6 avril 1962 à la Chambre et au Sénat au sujet du projet de législation tendant à accorder aux îles Vierges une autonomie plus complète, il avait déclaré notamment: "Notre nation s'est engagée à respecter le principe de l'autodétermination; elle continuera à favoriser et à encourager l'établissement de gouvernements autonomes et capables dans le monde entier et notamment dans les territoires relevant de sa juridiction."

41. Le Comité prend note de ces déclarations de principe et ses commentaires à leur sujet figurent dans la section suivante du rapport.

APPLICATION DES PRINCIPES GÉNÉRAUX

42. Depuis 1946, 25 anciens territoires non autonomes (parmi lesquels 20 territoires africains, quatre territoires d'Asie et une île méditerranéenne) ont accédé à une autonomie complète et sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies. De 1953 à 1955, l'Assemblée générale, après examen, a approuvé la cessation de la transmission de renseignements concernant quatre territoires (Porto Rico, le Groenland, les Antilles néerlandaises et le Surinam) qui ont accédé à l'autonomie sans devenir indépendants. Récemment, l'Alaska et Hawaï sont devenus des Etats de la République fédérale des Etats-Unis.

43. A la présente session, le Comité a été heureux d'apprendre que la Jamaïque et l'Ouganda deviendraient indépendants respectivement le 6 août et le 9 octobre 1962.

44. Le représentant du Royaume-Uni a informé le Comité que la conférence constitutionnelle sur la Guyane britannique, qui devait avoir lieu en mai 1962, avait été différée et qu'une commission comprenant notamment d'éminents représentants du Ghana et de l'Inde effectuerait sous peu une enquête sur les incidents de février. Il a également fait savoir au Comité que son gouvernement avait entrepris des consultations avec le Gouvernement de la Guyane britannique afin que la conférence soit saisie de propositions émanant de sources locales concernant la constitution de la future Guyane indépendante et que les deux gouvernements examinaient également de concert certaines questions financières. Il a ajouté qu'à condition que ces préparatifs soient terminés à temps, la conférence se tiendrait en juillet. Le Comité a pris acte de ces renseignements et a exprimé l'espoir que la date de l'accession à l'indépendance de la Guyane britannique serait fixée sans délai.

¹³ *Ibid.*, 925^eme séance.

¹⁴ A/5120.

45. D'autre part, le représentant du Royaume-Uni a informé le Comité qu'une conférence constitutionnelle sur la Trinité et Tobago se tiendrait en mai 1962 pour arrêter la date de l'accession à l'indépendance de ce territoire; le gouvernement local avait demandé que cette date soit aussi rapprochée que possible.

46. Le représentant du Royaume-Uni a informé le Comité que les premiers ministres et ministres principaux des huit autres territoires de l'ancienne fédération des Indes occidentales siégeaient actuellement à Londres pour discuter la formation d'une nouvelle fédération comprenant la Barbade et les îles Windward et Leeward.

47. En ce qui concerne le Nyassaland, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que son gouvernement venait de faire une déclaration importante comportant notamment les trois points suivants: premièrement, le Gouvernement britannique reconnaissait que le Nyassaland n'était pas disposé à demeurer membre de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, mais il considérait qu'avant de parvenir à une conclusion définitive il fallait examiner de près les conséquences du retrait et celles d'autres formes acceptables d'association avec les autres territoires; deuxièmement, le gouvernement désignerait des conseillers chargés d'examiner ces questions avec le Gouvernement du Nyassaland et aurait des entretiens complémentaires avec les Gouvernements de la Rhodésie du Nord et de la Rhodésie du Sud pour envisager les formes possibles d'une association future des trois territoires; enfin, toute association proposée devrait pouvoir être acceptée par les trois territoires et reposer sur la libre détermination de leurs populations.

48. Le représentant des Etats-Unis a fait savoir au Comité que, sur la demande de tous les partis politiques des îles Vierges, le Congrès des Etats-Unis examinait actuellement une loi prévoyant que la population de ces îles serait autorisée à élire son gouverneur et son secrétaire, cependant que le contrôleur, actuellement nommé par le Département de l'intérieur des Etats-Unis, dont il relevait, finirait par être remplacé par un vérificateur des comptes nommé par le gouverneur sur avis conforme du corps législatif du territoire. Le représentant des Etats-Unis a également signalé au Comité qu'en février 1962 le corps législatif de Guam avait adopté une résolution déclarant que Guam faisait partie intégrante des Etats-Unis et que le territoire n'avait d'autre désir que de rester associé avec les Etats-Unis. Aux termes de cette résolution, Guam désirait également élire son gouverneur et se faire représenter au Congrès des Etats-Unis. Le représentant des Etats-Unis a en outre informé le Comité que, comme suite à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, les Etats-Unis avaient entrepris des consultations avec le corps législatif samoan, à l'issue desquelles celui-ci avait adopté une résolution affirmant que les Samoans ne se considéraient pas comme soumis à une domination ou à une exploitation étrangère, mais faisaient cas de leur nationalité américaine et ne souhaitaient prendre aucune mesure qui rendrait moins étroites les relations entre le territoire et les Etats-Unis d'Amérique.

49. Le représentant de l'Australie a informé le Comité que le Conseil législatif du Papua avait été remanié de manière à accroître le nombre des membres autochtones. Il a également signalé la création de conseils administratifs locaux, où les autochtones acquerront une formation politique et le sens des responsabilités.

50. Le représentant des Pays-Bas a informé le Comité de la création récente, dans la Nouvelle-Guinée néerlandaise, d'un conseil territorial composé de 28 membres, dont 22 autochtones. Sur une population d'environ 700 000 habitants, quelque 450 000 étaient placés sous l'autorité de l'administration et, parmi ceux-ci, 250 000 étaient représentés au Conseil par 16 membres élus. Six membres, nommés par le gouverneur, représentaient 95 000 habitants et quatre autres membres, nommés par le gouverneur sur la recommandation de la population, représentaient 75 000 autres habitants. Enfin, deux membres représentaient des minorités importantes. Le représentant des Pays-Bas a ajouté que le Conseil était consulté sur toutes les décisions de principe à prendre au sujet du territoire.

51. Le Comité estime qu'en ce qui concerne la création d'institutions politiques dans les territoires il faudrait veiller à ne pas imposer un système politique déterminé, mais plutôt donner aux populations la possibilité de façonner elles-mêmes les institutions qui leur paraîtraient répondre le mieux à leurs besoins.

52. Le Comité a noté que, dans certains territoires tels que la Rhodésie du Nord et le Betchouanaland, où vivaient des colons, la composition des organes législatifs territoriaux ne reflétait pas le fait que la majorité de la population était autochtone; il a constaté que, dans ces territoires, le pouvoir politique était aux mains d'une minorité. Le Comité estime que ces organes devraient représenter la totalité de la population des territoires et il insiste sur la nécessité de prendre des mesures pour assurer aux autochtones une représentation équitable. Le Comité estime également que le système de représentation communale appliqué dans les corps législatifs de certains territoires empêche la formation d'une conscience nationale. Il est d'avis que l'on devrait chercher d'autres moyens de protéger les intérêts des minorités.

53. Le Comité note que dans certains territoires tels que les Bermudes, la Rhodésie du Nord et Zanzibar, le droit de vote est soumis à diverses restrictions. Le Comité affirme sa foi dans le principe du suffrage universel des adultes et en appelle aux autorités administrantes pour qu'elles suppriment sans délai les restrictions au droit de vote fondées sur la race, le sexe, le niveau d'enseignement ou la propriété, partout où elles existent.

54. Le Comité tient également à appeler l'attention sur le fait que certains petits territoires pourraient éventuellement accéder à l'indépendance par la création de fédérations ou d'unions entre des territoires ou des Etats. Le Comité note que cette possibilité est déjà envisagée, notamment dans l'Asie du Sud-Est, dans les Caraïbes et en Afrique. Toutefois, il tient à souligner que ces unions ou fédérations devraient être instituées conformément aux dispositions de la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale et devraient être l'expression de la libre volonté des populations. A cet égard, certains membres ont exprimé l'opinion que la participation de la Rhodésie du Nord à la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland était contraire aux vœux des habitants de ce territoire.

55. S'inspirant de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV), le Comité note que, d'après les renseignements politiques et constitutionnels qui lui ont été transmis par les Etats Membres administrants, il existe dans la plupart des territoires des institutions qui servent de base à l'évolution vers l'autonomie et que des progrès sont accomplis dans ce

sens, mais il juge indispensable d'insister sur la nécessité impérieuse d'accélérer le rythme de cette évolution. Le Comité estime que, tout en examinant ce qui est fait dans les territoires, il doit dorénavant concentrer son attention sur la rapidité des progrès accomplis.

VII. — Progrès de l'enseignement

INTRODUCTION

56. Le Comité était saisi d'études sur l'enseignement qui avaient été spécialement établies pour la session du Comité par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, l'UNESCO, l'OIT et l'OMS¹⁵, ainsi que des résumés des renseignements communiqués pour 1960 en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte¹⁶. Ces études spéciales sur l'enseignement sont utiles à l'intelligence du présent chapitre du rapport et on en trouvera la liste dans l'annexe III.

57. Le Comité a examiné la question de sa 244^{ème} à sa 248^{ème} séance et, au cours de ces séances, il a également entendu les représentants de l'UNESCO et de l'OIT.

58. Conformément à la résolution 1332 (XIII) de l'Assemblée générale, le Comité a bénéficié des avis de spécialistes¹⁷ qui faisaient partie des délégations d'un certain nombre de Membres administrants.

59. Le Comité a également reçu des renseignements complémentaires d'un certain nombre de Membres administrants touchant la situation de l'enseignement dans les territoires dont ces membres sont responsables¹⁸. Ces renseignements complétaient ceux qui figuraient dans les résumés communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

60. Les observations que le Comité formule cette année au sujet des renseignements relatifs à l'enseignement dans les territoires non autonomes doivent s'entendre compte tenu des progrès dans la voie de l'indépendance qu'enregistrent les territoires dont le Comité s'occupe, et elles s'inscrivent dans le cadre de la Déclaration de l'Assemblée générale relative à l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée. Notant que, comme l'Assemblée générale l'affirme dans cette résolution, le manque de préparation dans les divers domaines de développement, y compris le domaine de l'enseignement, ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance, le Comité est fermement convaincu que, loin de faire passer au second plan l'importance du progrès de l'enseignement, l'affirmation de ce principe demande une action plus vigoureuse dans le domaine de l'enseignement.

61. En examinant les renseignements dont il est saisi, le Comité note que certains progrès ont été accomplis. Il constate cependant qu'il reste encore beaucoup à faire et espère que la prise de conscience de plus en plus nette de l'urgence du problème qui est manifeste dans les territoires se traduira très prochainement par des réalisations concrètes.

¹⁵ A/AC.35/L.353 à 360.

¹⁶ A/5078 et Add.1 à 6, A/5079 et Add.2, A/5080 et Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19, et A/5081 et Add.2.

¹⁷ M. Ralph Bedell (Etats-Unis), M. J. V. de Bruijn (Pays-Bas) et M. H. Houghton (Royaume-Uni).

¹⁸ Ces renseignements figurent dans les comptes rendus analytiques ci-après : Royaume-Uni (A/AC.35/SR.244 et 248); Pays-Bas (A/AC.35/SR.244 et 247); Australie (A/AC.35/SR.245); Nouvelle-Zélande (A/AC.35/SR.245); Etats-Unis (A/AC.35/SR.247); Espagne (A/AC.35/SR.247).

62. Comme le Comité l'a lui-même signalé par le passé, le progrès de l'enseignement ne peut être considéré ou organisé isolément ou indépendamment du progrès dans d'autres domaines. Des progrès réels et durables ne peuvent être accomplis que par un développement intégré dans tous les domaines — politique, économique, social et scolaire. Le Comité est convaincu que le progrès économique et le progrès de l'enseignement doivent aller de pair de sorte que les talents et les compétences que l'instruction fait naître puissent être utilement employés. Le Comité souligne donc l'utilité d'une intégration et d'une coordination du développement de l'instruction et du développement dans les autres domaines. A ce sujet, le Comité signale aux Membres administrants la nécessité d'associer les autochtones à la planification et à l'exécution de la politique de l'enseignement là où cela n'est pas encore fait.

63. A sa onzième session, au moment où il a examiné le rapport sur les progrès réalisés, dans les territoires non autonomes¹⁹, le Comité s'est intéressé tout particulièrement aux obstacles qui entravaient le progrès de l'enseignement. Ces obstacles, notamment ceux qui tenaient au manque de fonds, sont encore apparents aujourd'hui. Les observations du Comité sur cette difficulté comme sur d'autres, et sur les moyens de les surmonter, sont consignées dans les sections ultérieures du présent chapitre. Toutefois, le Comité voudrait à ce sujet examiner s'il est souhaitable de recourir à des programmes "de choc" dans l'enseignement. Le Comité a entendu des avis opposés au sujet de ces programmes, certains préconisant leur emploi et d'autres demandant que l'on fasse preuve de prudence, car ces programmes sont de nature à abaisser les normes. Etant donné l'importance de la question, le Comité estime que les institutions spécialisées familiarisées avec ce problème pourraient s'y attacher au besoin en entreprenant des études ou des discussions spéciales de la notion toute entière d'accélération du progrès de l'enseignement.

64. Le Comité note que dans quelques territoires, il existe encore des écoles, notamment au niveau primaire, où l'on pratique la discrimination raciale. Il accueille avec satisfaction les efforts que l'on fait pour éliminer la discrimination raciale, mais il regrette que ces efforts portent, pour l'essentiel, sur l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. A ce sujet, le Comité rappelle que, comme il l'avait dit à sa dixième session, on ne saurait justifier par quelque argument que ce soit un enseignement fondé sur une base raciale, et il espère que l'on s'attachera avec la plus grande vigueur possible à abolir entièrement la discrimination raciale dans l'enseignement.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

65. Le Comité n'a cessé de rappeler que l'enseignement universel, gratuit et obligatoire est l'objectif à atteindre, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et l'éducation de base. Cette année, il constate que, dans la plupart des territoires, on n'a pas pris de mesures efficaces à cet effet. Dans certains territoires, l'enseignement primaire est universel, mais dans d'autres territoires, la majorité des enfants ne peuvent recevoir aucune instruction. En outre, la qualité de l'enseignement est souvent moins bonne dans les écoles gratuites que dans les écoles payantes, ce qui joue surtout au détriment de la population autochtone.

¹⁹ Nations Unies, *Progrès réalisés par les territoires non autonomes en application de la Charte* (No de vente: 60.VI.B.I, vol. 4).

66. Si des progrès rapides ne peuvent être accomplis dans ce domaine, c'est, dit-on, par suite du manque de fonds, de la pénurie de maîtres qualifiés et, dans certains territoires, des difficultés de communication. Tout en prenant note de ces facteurs, le Comité estime qu'il serait possible de faire bien davantage pour développer l'enseignement primaire et, à cet égard, il continue de penser que l'établissement de programmes échelonnés de développement, étroitement liés aux plans généraux de développement économique et social, est la meilleure manière d'atteindre les objectifs universellement recherchés.

67. Le Comité note également que parmi les enfants qui terminent leurs études primaires, rares sont ceux qui font ensuite des études secondaires et il estime que la médiocrité de l'enseignement dispensé dans les écoles primaires est une des raisons de cet état de choses. Il juge donc nécessaire d'appeler l'attention sur la nécessité d'instaurer et de maintenir dans les écoles primaires des normes suffisamment élevées, tant dans l'intérêt de ces écoles elles-mêmes qu'en vue de permettre un élargissement sensible de l'enseignement du second degré.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

68. Compte tenu de la grave pénurie de personnel autochtone qualifié — instituteurs, administrateurs, cadres et techniciens — le Comité estime qu'un élargissement rapide de l'enseignement secondaire et supérieur est indispensable. A ce propos, il appelle l'attention des Etats Membres administrants sur les conclusions que l'UNESCO a formulées au sujet de l'enseignement postprimaire dans l'étude de cette question qu'elle a rédigée à l'intention de la présente session²⁰. Le Comité approuve notamment cette observation de l'UNESCO selon laquelle, lorsqu'une seule langue vernaculaire est utilisée dans un territoire, il conviendrait de recommander aux autorités compétentes de la développer afin qu'elle puisse servir de véhicule de l'enseignement scolaire, si tel est le vœu de la population. Le Comité recommande également à l'attention des Etats Membres administrants les plans qui ont été élaborés pour l'Afrique à la Conférence UNESCO/CEA, qui s'est tenue à Addis-Abéba en 1961²¹.

69. Bien que l'effectif des établissements du second degré se soit accru de 1958 à 1960, les possibilités d'accès à l'enseignement secondaire n'ont pas augmenté aussi rapidement que le nombre des candidats. Des renseignements dont dispose le Comité, il ressort que les effectifs des établissements secondaires sont bien moindres que ceux des écoles primaires et que, dans un certain nombre de territoires, le rapport est inférieur à 6 p. 100. Les deux principaux obstacles à une expansion plus rapide de l'enseignement secondaire, et de l'enseignement en général, sont apparemment le manque de fonds et la pénurie de maîtres qualifiés. Le Comité estime que pour élargir, le plus rapidement possible, l'enseignement secondaire, il faut, par priorité, accorder à ce secteur les fonds et le personnel enseignant qui lui sont nécessaires.

70. Cependant, le Comité est d'avis qu'il ne faut pas chercher à accroître les effectifs des établissements d'enseignement secondaire au détriment des normes de l'enseignement. A ce niveau, le maintien des normes est

indispensable non seulement pour que l'enseignement secondaire lui-même puisse jouer le rôle qui lui revient à l'égard de la collectivité, mais également pour permettre l'accès à l'enseignement supérieur.

71. Le Comité note également qu'une proportion considérable des élèves des établissements d'enseignement secondaire n'achèvent pas leurs études et que les échecs aux examens sont souvent la cause de ces défections. Il estime que certaines mesures comme le recrutement d'un meilleur personnel spécialisé, la diminution du nombre d'élèves par classe, l'amélioration de l'équipement et une adaptation des programmes aux conditions locales contribueraient sensiblement à réduire le déchet scolaire et à améliorer la qualité du travail.

72. Le Comité note avec inquiétude que, bien que les élèves qui sortent des établissements d'enseignement secondaire soient généralement peu nombreux, ils ne trouvent pas toujours facilement à s'employer. Cet état de choses prouve qu'il y aurait lieu d'élargir les programmes et d'améliorer la qualité de l'enseignement secondaire moderne, compte tenu des besoins réels de la collectivité. Trop souvent, de l'avis du Comité, les programmes de l'enseignement secondaire font une place excessive à l'enseignement purement théorique, alors que ce sont les techniciens qui font le plus gravement défaut; il conviendrait donc de chercher à établir entre les disciplines classiques et les matières techniques enseignées dans les écoles secondaires un équilibre conforme aux intérêts de la collectivité. Le Comité estime en outre que, pour le moment, il y a lieu de se féliciter de ce que l'on ait tendance à organiser un enseignement technique articulé avec l'enseignement secondaire et supérieur, et que ce système devrait être développé pour donner aux élèves le moyen d'en gravir tous les échelons. De même, il conviendrait, toutes les fois que cela sera possible, d'organiser l'orientation professionnelle comme cela a été fait à Hong-kong et en Guyane britannique, par exemple, où des comités consultatifs ont été institués pour évaluer les besoins de l'industrie — et du secteur privé en général — et former les cadres techniques et professionnelles en conséquence.

73. La proportion relativement faible des filles qui fréquentent les établissements d'enseignement secondaire demeure un sujet de préoccupation. Dans certains territoires, où les conditions sociales sont encore un obstacle à l'accès des filles à l'enseignement, il faudrait intensifier les efforts déployés pour améliorer ces conditions. Le Comité estime même que la question de l'éducation des filles dans son ensemble exige que des mesures plus énergiques soient prises dans le cadre d'un programme spécial. Un programme de cette nature doit tenir compte de la nécessité de développer l'éducation des filles au niveau primaire et d'améliorer l'équipement des écoles de filles. Il y a lieu aussi d'instituer des stimulants appropriés, notamment des bourses d'études. En outre, il serait souhaitable de multiplier la création d'établissements pour la formation d'infirmières, car c'est là une des branches de l'enseignement professionnel et technique qui présente le plus d'intérêt pour les filles.

74. La perspective d'un progrès économique et politique plus rapide des territoires non autonomes a appelé l'attention sur la nécessité d'accroître les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur. Le Comité constate que le nombre des diplômés ne suffit pas, tant s'en faut, à satisfaire la demande de personnel professionnel parfaitement qualifié et il estime que des

²⁰ A/AC.35/L.356, par. 177.

²¹ UNESCO/CEA, *Conférence des Etats africains pour le développement de l'éducation en Afrique*, Addis-Abéba, 12-25 mai 1961. *Rapport final* (UNESCO/ED/181).

mesures doivent être prises pour élargir l'accès à l'enseignement supérieur.

75. La plupart des territoires continuent d'envoyer la majorité de leurs étudiants dans des universités étrangères, bien que, depuis quelques années, on cherche davantage, ce que le Comité approuve, à créer sur place des établissements universitaires et à agrandir les établissements existants. Le Comité continue de penser que pour s'assurer le nombre de diplômés nécessaire le mieux est de développer les établissements régionaux et locaux et il estime donc que la création de nouveaux établissements universitaires et l'expansion des établissements existants doivent être poursuivies sans relâche.

76. Le Comité note également que les cours du soir ont donné de bons résultats dans certains territoires et il suggère donc que le même système soit appliqué dans d'autres régions.

77. Le Comité est d'avis que l'enseignement agricole devrait occuper une place importante aussi bien au niveau secondaire que supérieur et que les programmes des écoles rurales devraient être orientés vers l'agriculture.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE

78. Dans ses observations sur l'enseignement secondaire, le Comité a déjà signalé qu'il faudrait accorder plus d'importance aux questions techniques afin de répondre au besoin croissant de personnel compétent dans le domaine économique. A cet égard, le Comité note que des établissements d'enseignement technique et professionnel existent dans la plupart des territoires, mais il estime qu'ils ne sont généralement ni assez nombreux ni assez grands, même pour les besoins actuels, et que les moyens d'enseignement technique et professionnel doivent donc être développés.

79. Dans ce domaine de l'enseignement, plus que dans tout autre peut-être, il est essentiel que les autorités se rendent pleinement compte des besoins du développement économique et social actuel et futur. Les variations de l'effectif des établissements techniques montrent l'incertitude qui existe dans la plupart des territoires quant au type particulier de développement nécessaire en matière d'enseignement technique. Il importe donc au plus haut point que, dans ce domaine, la planification soit réalisée en fonction des plans de développement économique. A cet égard, le Comité note que la Conférence UNESCO/CEA, tenue à Addis-Abéba en 1961, a conclu que l'enseignement devrait être organisé continuellement en fonction du développement économique, qu'il faudrait examiner la question de la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution des plans de développement et que les diverses spécialisations professionnelles devraient correspondre aux besoins prévus. Le Comité note également que, dans l'étude spéciale qu'il a préparée pour la présente session²², le BIT a suggéré certains principes directeurs qui doivent permettre aux territoires appelés à accélérer le rythme de leur développement économique et social de disposer d'institutions, de programmes et de méthodes de formation adéquats et efficaces. Le Comité croit que ces principes sont extrêmement importants pour la planification de l'enseignement professionnel et technique dans les territoires et il les recommande à l'attention des Etats Membres administrants.

80. En ce qui concerne la formation de personnel médical et sanitaire compétent dans les territoires non autonomes, le Comité était saisi d'un rapport établi par

l'OMS²³ qui contenait des renseignements sur les faits nouveaux intervenus dans ce domaine. Le Comité note que les moyens de formation ont été quelque peu développés, mais il estime que pour obtenir une expansion satisfaisante des services sanitaires de la plupart de ces territoires, il faut développer encore davantage les moyens de formation locaux ou régionaux pour toutes les catégories de personnel sanitaire.

FORMATION DE PERSONNEL ENSEIGNANT

81. Le problème le plus grave qui se pose dans tous les territoires non autonomes en matière d'éducation est peut-être celui de la pénurie de maîtres suffisamment qualifiés. Cette pénurie se manifeste à tous les degrés et le Comité note que l'on reconnaît généralement dans tous les territoires qu'elle constitue l'un des principaux obstacles au développement de l'enseignement. Le Comité ne saurait donc trop insister sur la nécessité urgente de prendre des mesures efficaces pour résoudre ce problème.

82. Dans tous les territoires, on s'est assigné pour but de faire en sorte que les instituteurs aient l'équivalent d'une formation secondaire complète suivie d'une ou de plusieurs années de formation pédagogique. Cependant, en raison du besoin urgent de maîtres, on a souvent recruté à titre de mesure transitoire des jeunes gens qui n'avaient fait que des études allant d'études primaires complètes aux études du premier cycle du second degré, à qui on a fait suivre des cours de durée variable. Des mesures d'urgence devront être prises pendant un certain temps, mais le Comité estime en outre que les services de l'enseignement devraient élever progressivement le niveau de ces cours et il note, à cet égard, que l'on a tendance à exiger plus de connaissances de la part des candidats et à prolonger la durée des cours. Toutefois, il est évident qu'il n'y aura assez de maîtres qualifiés que lorsque l'on sera parvenu à développer suffisamment l'enseignement secondaire.

83. En ce qui concerne l'enseignement du second degré, pour lequel les maîtres doivent avoir fait des études supérieures, la plupart des territoires doivent faire appel à du personnel recruté et formé à l'étranger. Le Comité reconnaît que, tant que l'on n'aura pas développé suffisamment les moyens de formation destinés au personnel local, il faudra continuer à recruter des maîtres à l'étranger. A cet égard, le Comité se félicite de l'importante contribution apportée au développement de l'enseignement secondaire en Afrique orientale par le recrutement de 150 maîtres des Etats-Unis et il note que ce type de recrutement se poursuivra. Il suggère que l'on envisage la possibilité de prendre des dispositions de ce genre dans d'autres territoires. Le Comité espère que les pays où sont recrutés des maîtres étrangers veilleront à ce que la carrière de ceux-ci ne soit pas compromise.

84. Le Comité constate avec regret qu'il existe une grave pénurie de professeurs locaux du second degré et qu'elle est due principalement au nombre insuffisant de diplômés de l'enseignement supérieur. Il note également qu'un grand nombre des professeurs locaux sont formés à l'étranger. Pour remédier à cette situation, le Comité suggère que l'on accorde la priorité aux mesures permettant au personnel enseignant d'être formé dans des établissements situés dans les territoires ou dans des établissements régionaux.

85. Le Comité note avec inquiétude que certains territoires éprouvent des difficultés non seulement à

²² A/AC.35/L.355, par. 4 à 15.

²³ A/AC.35/L.360.

attirer des étudiants vers la profession enseignante, mais également à conserver leurs professeurs. Le Comité note en outre que les maîtres préfèrent généralement travailler dans les villes, ce qui rend difficile le recrutement de personnel enseignant pour les régions rurales. Le Comité pense donc qu'aucun effort ne doit être négligé pour améliorer la situation des enseignants sur les plans économique, social et culturel, de façon à attirer des candidats compétents vers cette profession et à les y retenir.

FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT

86. Le Comité continue de s'inquiéter des difficultés que rencontrent les territoires non autonomes à faire face aux dépenses élevées qu'entraînent la création et l'entretien de systèmes satisfaisants d'enseignement. Il note que certaines autorités administrantes ont signalé qu'elles éprouvaient, dans certains des territoires dont elles sont responsables, des difficultés à maintenir l'enseignement au niveau actuel, et des difficultés encore plus grandes à poursuivre des politiques énergiques d'expansion. Le type d'expansion envisagé, qui comprend la création de moyens d'enseignement secondaire, technique, normal et supérieur, exige des dépenses beaucoup plus élevées par élève que pour l'enseignement primaire. Le problème du financement risque donc de se poser avec de plus en plus d'acuité lorsqu'on s'efforcera de développer l'enseignement.

87. Il semble également que, dans la plupart des territoires non autonomes, la capacité de financer un développement de quelque importance au moyen des ressources intérieures soit limitée. Le Comité constate qu'avec l'accélération du développement économique, la mobilisation des ressources intérieures et la priorité accordée à l'enseignement, le problème du financement de l'enseignement apparaîtra sous un jour différent. Dans l'intervalle, cependant, ces territoires devront faire appel à des ressources extérieures. Il est urgent de trouver des crédits et le Comité pense que les Membres administrants qui sont spécialement responsables de ces territoires devront supporter la plus grande partie des dépenses bien que, pour un problème d'une telle ampleur, il puisse aussi être souhaitable de rechercher une assistance internationale. A cet égard, un membre du Comité a émis l'idée que, si les grandes puissances acceptaient de consacrer une faible proportion de leurs budgets militaires au progrès de l'enseignement dans les territoires non autonomes, il leur serait facile de donner à ces territoires l'assistance dont ils ont besoin. Il a suggéré également que les Autorités administrantes devraient s'efforcer davantage d'obtenir l'aide des sociétés et des particuliers qui s'occupent d'exploiter les ressources naturelles des territoires.

88. En présentant ces observations sur le financement de l'enseignement, le Comité tient à souligner que, à son avis, consacrer des crédits à l'enseignement c'est développer les ressources humaines et préparer l'avenir.

EDUCATION DES ADULTES ET ÉLIMINATION DE L'ANALPHABÉTISME

89. Le Comité note avec regret que l'analphabétisme est encore très répandu parmi la population de la plupart des territoires. Tout en reconnaissant que la généralisation de la scolarisation, et notamment de l'enseignement primaire universel gratuit et obligatoire, est le meilleur moyen d'éliminer l'analphabétisme dans l'ensemble de la population, le Comité estime que, même si l'on parvenait rapidement à généraliser l'enseignement primaire, on ne pourrait, par là même, résoudre

le problème de l'analphabétisme dans les territoires, où une grande partie de la population a déjà dépassé l'âge scolaire et est constituée d'adultes analphabètes.

90. Le Comité note que, parmi les mesures prises pour améliorer la situation, les plus courantes ont été l'organisation de campagnes d'alphabetisation, la création de cours à temps partiel à l'intention de ceux qui désirent poursuivre leurs études ou achever des études scolaires qu'ils avaient dû interrompre et l'éducation sociale des adultes, mesures qui s'inscrivaient dans le cadre de l'action entreprise pour élever les niveaux de vie social et matériel des collectivités. Le Comité note également que l'on a entrepris, dans quelques territoires, des programmes d'éducation ouvrière, généralement sous les auspices de l'administration du travail et d'organismes syndicaux locaux et internationaux, ainsi qu'avec une assistance d'ordre technique et autre de la part du BIT.

91. Le Comité constate que, conformément à la résolution 1677 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1961, la Conférence générale de l'UNESCO a, lors de sa onzième session, autorisé le Directeur général à effectuer une étude sur la planification, l'organisation et l'exécution de programmes de lutte contre l'analphabétisme. Cette étude sera communiquée à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social et le Comité en attend la publication avec le plus grand intérêt. Le Comité prend note également de l'importance accordée à l'éducation des adultes par la Conférence UNESCO/CEA tenue à Addis-Abéba en 1961 et il reconnaît avec elle que l'éducation des adultes est indispensable à la compréhension des grands bouleversements sociaux et techniques auxquels le monde d'aujourd'hui doit faire face.

92. Constatant que la mise en valeur des ressources humaines est universellement reconnue comme base indispensable du développement économique, le Comité souligne la nécessité urgente d'élever au niveau le plus élevé possible les capacités de la population adulte et de mettre en œuvre des programmes à long terme pour l'éducation des enfants. Il réaffirme que les programmes nécessaires pour l'élimination de l'analphabétisme et le développement de l'éducation des adultes ne seront pleinement efficaces et n'éveilleront l'intérêt de la population que s'ils s'inscrivent dans le cadre de programmes bien conçus de développement communautaire, qui, à leur tour, doivent être coordonnés avec d'autres plans essentiels de développement économique et social, dont ils doivent faire partie.

93. Le Comité estime que l'un des principaux objectifs d'un programme bien conçu de développement de l'éducation doit être d'éliminer l'analphabétisme et de donner aux adultes une éducation qui leur permettra de participer pleinement à la vie de la communauté. Il est indispensable de tenir dûment compte de ce fait pour déterminer la répartition des crédits, tant nationaux qu'internationaux, affectés au développement de l'éducation. Le Comité recommande donc cette question capitale à l'attention des services de l'enseignement des territoires afin qu'ils puissent en tenir compte lors de l'établissement de leurs plans d'action et des demandes d'assistance qu'ils pourront adresser aux Nations Unies et à l'UNESCO.

94. En ce qui concerne l'élimination de l'analphabétisme, le Comité estime qu'il incombe particulièrement aux habitants instruits des territoires d'aider leurs concitoyens défavorisés, et il faut espérer que les autorités qui s'occuperont de ce problème mettront pleinement à profit cette forme précieuse d'assistance.

VIII. — Progrès économique

95. Le Comité était saisi des résumés des renseignements communiqués pour 1960 en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte²⁴ et d'études sur l'enseignement spécialement établies pour la session du Comité²⁵.

96. Le Comité a examiné la question à ses 245^{ème}, 255^{ème} et 256^{ème} séances.

97. Plusieurs membres administrants ont communiqué au Comité des renseignements supplémentaires sur la situation économique dans les territoires non autonomes²⁶. Ces renseignements sont venus s'ajouter à ceux qui figuraient déjà dans les résumés communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte.

98. Examinant la situation économique, le Comité a rappelé les objectifs à assigner à la politique économique qu'il avait formulés en 1954 et définis à nouveau en 1960. En bref, ces objectifs sont de développer les territoires dans l'intérêt de tous les secteurs de la population, d'élever le niveau de vie en augmentant le pouvoir d'achat réel par habitant et d'accroître la richesse totale de chaque territoire afin de faciliter une amélioration des services sociaux et de l'administration.

99. Dans son évaluation des progrès réalisés dans cette voie, le Comité note que des plans tendant à favoriser le développement économique et social ont été établis pour un certain nombre de territoires. De nouveaux plans ont été mis en application dernièrement, notamment au Kenya (1960-1963), où l'on insiste surtout sur le développement de l'agriculture, s'agissant en particulier de prêts aux exploitants agricoles, ainsi que de services consultatifs agricoles et de services de recherches; en Guyane britannique (1960-1964), où l'on se propose avant tout d'accroître et de diversifier la production de produits primaires; au Sarawak (1960-1963), où l'on s'efforce d'améliorer les services économiques et sociaux; dans l'île Maurice (1960-1965), où il s'agit surtout de remédier aux dégâts causés par les cyclones et de diversifier l'économie en encourageant le développement d'industries secondaires; à Zanzibar (1960-1964), où le programme porte essentiellement sur les travaux publics et les communications; et à Singapour (1961-1964), où le plan a pour objectif de développer l'industrie grâce à des investissements publics dans l'infrastructure, les transports et les communications, ainsi que par la création de parcs industriels.

100. Cette année encore, le Comité note la place prééminente de l'agriculture dans l'économie de presque tous les territoires ainsi que l'importance capitale du développement de ce secteur, qui constitue un premier pas indispensable dans la voie du progrès économique et social. Dans la plupart des cas, c'est l'expansion de ce secteur de l'économie qui offre les meilleures possibilités de réussite générale et véritable, et le Comité estime en conséquence que les Etats Membres administrants devraient continuer à lui accorder le maximum d'attention. Le Comité note que l'économie des territoires continue à être très sensible aux répercussions des fluctuations des marchés, surtout dans ceux que leur économie de monoculture rend tributaires du marché international d'un seul produit et qui subissent les effets

de l'instabilité des cours des produits primaires, lesquels ont baissé régulièrement ces dernières années.

101. De l'avis du Comité, l'un des buts essentiels de la politique agricole dans un grand nombre de territoires doit être de diversifier la production agricole, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation. Dans presque tous les territoires, c'est de la diversification de la production agricole vivrière que dépend l'amélioration des régimes alimentaires, où les féculents pauvres en protéines et autres matières nutritives indispensables tiennent une trop grande place. La diversification est également indispensable sur le plan des exportations, car les revenus de la plupart des territoires dépendent surtout des recettes d'exportation que procurent un ou deux produits essentiels. Le Comité reconnaît qu'il importe de ne pas bouleverser l'agriculture de subsistance à l'heure actuelle, mais il espère que l'on appliquera avec énergie des plans tendant à diversifier l'économie des territoires non autonomes.

102. Le Comité prend note des efforts déployés dans plusieurs territoires en vue de réformer le régime foncier. Au Kenya, par exemple, le Highlands Board vient d'être remplacé par un Central Land Advisory Board à composition multiraciale, et il est désormais interdit de prendre des mesures restrictives fondées sur la race en matière de propriété ou d'exploitation des terres. Le Comité espère que des mesures seront prises en vue d'arriver effectivement à une répartition plus équitable de la propriété foncière. Dans d'autres territoires, on s'est efforcé, en modifiant le régime foncier, ou en appliquant de nouvelles méthodes d'organisation des exploitations, d'accroître tant la production que le revenu de la population rurale autochtone. Tel est le but que l'on s'efforce d'atteindre au Bassoutoland, en développant le Progressive Farmers Movement; en Gambie, en remplaçant la culture itinérante par un système d'exploitation intensive; dans l'île Maurice, en organisant des collectivités de petits propriétaires producteurs agricoles; au Nyassaland, en encourageant les exploitants individuels et les petits propriétaires; dans le Protectorat d'Aden, où l'on a mis en œuvre un plan coopératif de développement de la culture du coton dans des terres irriguées; dans le Brunei, où les habitants de villages riverains ont été réinstallés volontairement, et ont reçu des terres et une assistance financière; et au Papua, où les restrictions qui frappaient l'achat par des autochtones de terres appartenant à des non-autochtones ont été supprimées. Le Comité estime que ces efforts devraient être encouragés et espère que des plans analogues seront entrepris, le cas échéant, dans d'autres territoires.

103. Etant donné que les régimes fonciers traditionnels s'opposent souvent au développement agricole, le Comité pense que l'on devrait prendre des mesures en vue d'y substituer des régimes fondés sur la propriété individuelle. Le Comité affirme à nouveau que les Etats Membres administrants pourraient utilement contribuer au développement de l'agriculture en améliorant les transports et les communications, en facilitant le crédit, en organisant et en renforçant les coopératives et, en général, en organisant des activités de vulgarisation en vue d'améliorer les techniques existantes et d'en introduire de nouvelles destinées à augmenter la productivité. Le Comité reconnaît que la résistance aux changements qui se manifeste dans de nombreux systèmes sociaux traditionnels constitue l'un des obstacles au développement économique. Il estime que l'on devrait faire de nouveaux efforts pour vaincre cette résistance

²⁴ A/5078 et Add.1, 2, 3, 5 et 6, A/5079 et Add.2, A/5080 et Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19, A/5081 et Add.2.

²⁵ A/AC.35/L.354 à 356.

²⁶ Ces renseignements figurent dans les comptes rendus analytiques ci-après: Nouvelle-Zélande (A/AC.35/SR.245); Pays-Bas et Royaume-Uni (A/AC.35/SR.255); Australie et Espagne (A/AC.35/SR.256).

en organisant des activités intensives de vulgarisation agricole et, à cet égard, il appelle l'attention sur les observations qu'il a formulées à propos du développement rural dans le chapitre sur le progrès social.

104. Le Comité reconnaît que l'industrialisation joue un rôle essentiel dans le développement économique des territoires et qu'elle fournit par ailleurs des débouchés stables aux produits primaires locaux. L'importance relative de la production industrielle dans l'économie ne s'est pas accrue de manière considérable dans la plupart des territoires, mais le Comité note que, dans certains d'entre eux, un mouvement s'est dessiné dans ce sens.

105. Le Comité est d'avis que l'objectif que constitue l'indépendance économique ne sera jamais atteint tant que la plus grande partie de l'économie des territoires reposera uniquement sur les industries primaires. Il souligne donc la nécessité de développer et de créer des industries secondaires partout où les conditions le permettent.

IX. — Progrès social

INTRODUCTION

106. Le Comité était saisi des résumés des renseignements communiqués pour 1960 en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte ²⁷.

107. Le Comité a examiné la question à ses 245^{ème}, 255^{ème} et 256^{ème} séances; le représentant de l'OMS a pris la parole. A sa 257^{ème} séance, le Comité a décidé sans opposition de publier un exposé sur le progrès social, présenté par le représentant de l'Australie ²⁸.

DISCRIMINATION RACIALE

108. Le Comité étudie depuis de nombreuses années la question de la discrimination raciale, au sujet de laquelle il a, en 1961, à la seizième session de l'Assemblée générale, présenté un rapport en exécution de la résolution 1536 (XV) de l'Assemblée, en date du 15 décembre 1960. A sa seizième session, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 1698 (XVI) du 19 décembre 1961, constaté avec une profonde inquiétude que la discrimination raciale persistait et que les recommandations qu'elle avait formulées dans sa résolution 1536 (XV) n'avaient pas encore été mises en œuvre. L'Assemblée générale a, d'autre part, prié instamment les Etats Membres administrants: a) de prendre des dispositions permettant d'abroger ou d'annuler immédiatement toutes les lois et tous les règlements tendant à encourager ou à consacrer, directement ou indirectement, une politique et des pratiques discriminatoires fondées sur des considérations raciales; b) d'adopter des mesures législatives rendant la discrimination et la ségrégation raciales punissables par la loi; c) de décourager ces pratiques fondées sur des considérations raciales par tous les autres moyens possibles, y compris des mesures administratives. Elle a également prié instamment les Etats Membres administrants d'accorder immédiatement à tous les habitants le plein exercice des droits politiques fondamentaux, en particulier du droit de vote, et d'établir l'égalité entre les habitants des territoires non autonomes.

²⁷ A/5078 et Add.1, 2, 3, 5 et 6, A/5079 et Add.2, A/5080 et Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19, A/5081 et Add.2.

²⁸ A/AC.35/L.366.

109. Des renseignements sur les systèmes électoraux ont été fournis au Comité tant dans la documentation relative à la situation politique qui lui a été transmise que dans les exposés oraux des représentants des Etats Membres administrants. On trouvera dans d'autres chapitres du présent rapport ²⁹ les observations du Comité au sujet de la discrimination raciale en matière de droits politiques et d'enseignement.

110. Le Comité note qu'en 1960 la main-d'œuvre de la Rhodésie du Nord a continué à être organisée en syndicats distincts, selon l'origine raciale (européenne, asiatique et africaine), et il rappelle les observations qu'il a formulées à sa douzième session touchant les inconvénients certains que présente cet état de choses du point de vue des relations sociales et des relations du travail ³⁰.

111. Le Comité des renseignements note également qu'un comité, créé en Rhodésie du Nord en 1960 pour étudier l'enseignement et la formation techniques, est parvenu à la conclusion que, dans les conditions actuelles, le jeune Africain n'avait, quelles que fussent ses dispositions, aucune possibilité d'accéder aux postes spécialisés de l'industrie. Malgré la suppression, en 1958, de l'alinéa de l'ordonnance relative à l'apprentissage qui excluait les Africains du bénéfice de ladite Ordonnance, aucun Africain n'avait, en 1960, reçu de contrat d'apprentissage en Rhodésie du Nord, à l'exception d'un seul qui avait été engagé à titre d'essai par le Ministère des travaux publics en vue d'un apprentissage éventuel. Cet exemple n'a pas été suivi par les employeurs privés et, en 1960, sur 35 000 Africains employés dans les mines, pas un seul n'avait la qualité d'apprenti. Le Comité note également qu'il n'existe pour les Africains aucun autre moyen de recevoir une formation ou un enseignement techniques, tout en exerçant un métier, que la formation en cours d'emploi. Les jeunes ouvriers sont employés d'ordinaire à un travail étroitement déterminé et ne sont pas destinés à recevoir une formation qui fasse d'eux de véritables ouvriers qualifiés, mais à travailler sous la direction d'un contremaître.

112. Le Comité note que les Africains de la Rhodésie du Nord n'ont pas la possibilité de recevoir la formation nécessaire pour occuper des postes intermédiaires entre les emplois de salariés et les postes de direction ou d'ingénieurs; il pense, comme le comité qui a été chargé d'étudier l'enseignement et la formation techniques, qu'il faudrait, pour résoudre ce problème urgent, créer de nouveaux établissements qui donneraient une formation industrielle et commerciale à tous les habitants de la Rhodésie du Nord, sans distinction. Le Comité a appris avec satisfaction que les recommandations formulées à ce sujet avaient été acceptées en principe par le Gouvernement fédéral et par le Gouvernement de la Rhodésie du Nord ainsi que par la Copper Belt Technical Foundation, et qu'un groupe de travail mixte étudiait à l'heure actuelle les mesures de détail à prendre pour favoriser l'application

²⁹ Voir par. 52 et 53 du chapitre VI et par. 64 du chapitre VII.

³⁰ A la dernière (259^{ème}) séance, le représentant du Royaume-Uni a informé le Comité que son gouvernement avait récemment annoncé la constitution d'une commission d'enquête habilitée à examiner, d'une façon générale, la situation de l'emploi dans l'industrie et, en particulier, le conflit qui, peu de temps auparavant, avait opposé le syndicat des mineurs africains et les sociétés minières dans la ceinture cuprifère de la Rhodésie du Nord.

d'une politique tendant à agrandir et à multiplier les collèges pour permettre l'admission d'Africains⁸¹.

DÉVELOPPEMENT RURAL

113. A sa douzième session, reconnaissant que les ruraux sont en majorité dans les territoires non autonomes, le Comité a attaché une attention particulière au problème du développement rural des territoires. Il a notamment étudié les questions suivantes : régime foncier et utilisation des terres, plans de réinstallation, amélioration des méthodes de culture, coopératives, crédit agricole et assainissement. Il ressort des renseignements communiqués au Comité à sa treizième session que si, dans certains territoires, on continue d'attacher une grande importance aux plans d'ensemble visant à assurer une meilleure utilisation des terres, la réinstallation des cultivateurs et l'élévation du niveau général de l'agriculture africaine, dans d'autres, les programmes semblent avoir une portée par trop limitée.

114. Il ressort des renseignements relatifs au mouvement coopératif et aux possibilités en matière de crédit agricole que, dans de nombreux cas, le nombre des sociétés et celui de leurs membres ne cessent d'augmenter et que leurs activités se développent constamment. Dans les zones rurales, les communications, le logement, l'approvisionnement en eau et l'assainissement continuent de laisser à désirer.

115. Dans la plupart des territoires, il reste encore beaucoup à faire pour amener les populations rurales à jouer un rôle important dans le développement économique et social. Ces populations constituent, à l'heure actuelle, le groupe social qui a le plus besoin d'une assistance économique et sociale. Le Comité a été informé qu'en raison du manque de crédits et de la pénurie de personnel les programmes visant à assurer le progrès des populations rurales avaient eu, d'une manière générale, une portée restreinte dans bon nombre de territoires. Il estime toutefois que l'on peut faire participer beaucoup plus largement la population rurale à l'exploitation des ressources locales sans engager des fonds très importants, à condition d'entreprendre une action coordonnée en matière économique et sociale et dans le domaine de l'enseignement, en faisant appel à de la main-d'œuvre autochtone formée sur place. Le Comité approuve l'opinion de l'OIT selon laquelle "ce dont la collectivité paysanne a peut-être le plus besoin pour augmenter son rendement et ses revenus c'est de profiter des avantages du progrès technique, grâce aux efforts déployés délibérément pour aider les paysans et autres travailleurs ruraux à améliorer leurs méthodes de travail et à profiter d'une formation professionnelle convenable⁸²". Le Comité est convaincu que des programmes intégrés de développement rural combinant l'initiative locale et celle des pouvoirs publics contribueraient à stimuler un intérêt profond à une meilleure utilisation des ressources locales existantes, ce qui susciterait probablement de nouveaux investissements dans les zones rurales.

⁸¹ A la dernière (259ème) séance, le représentant du Royaume-Uni a informé le Comité qu'un nouveau collège, qui serait ouvert aux élèves de toute race, était en construction à Lusaka et devait être mis en service en avril 1963. Cet établissement donnerait des cours commerciaux de niveau élémentaire, moyen et supérieur et, conjointement avec le collège technique Hodgson, permettrait aux personnes qui le désirent d'étudier des sujets techniques.

⁸² OIT : *Le rôle de l'OIT dans l'action en faveur de l'expansion économique et du progrès social dans les pays en voie de développement*, Rapport X, Conférence internationale du travail, 45ème session, Genève, 1961, p. 28.

116. Cela étant, le Comité regrette que dans de nombreux territoires non autonomes, les programmes de développement rural aient eu une portée restreinte. Dans certains territoires, les programmes de vulgarisation sont limités en raison du très petit nombre d'assistants agricoles formés dans les établissements locaux ; pourtant, la vulgarisation est l'un des moyens les plus efficaces d'accroître la production agricole et la productivité de la main-d'œuvre et, par là, d'élever le niveau de vie.

117. Le Comité reconnaît que les efforts déployés pour stimuler et orienter l'initiative individuelle dans le cadre de programmes de développement communautaire et autres ont été plus efficaces. Il estime toutefois qu'il faut agir plus énergiquement encore si l'on veut que tous les territoires puissent élaborer et exécuter des programmes régionaux et territoriaux de grande envergure pour parvenir à une utilisation plus rationnelle des ressources rurales, tant humaines que matérielles. A cet égard, le Comité appelle l'attention des Etats Membres administrants et des gouvernements des territoires sur les moyens dont disposent l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées pour les aider à établir et à exécuter de vastes plans de développement rural.

DÉVELOPPEMENT URBAIN

118. A sa douzième session, en 1961, le Comité a examiné certains aspects de l'urbanisation dans les territoires non autonomes. Il a noté que la croissance des villes avait été rapide en raison des besoins du commerce, de l'industrie et de l'administration et que le développement de l'économie monétaire avait attiré vers les centres urbains de très nombreuses personnes qui venaient y gagner un appoint au revenu, souvent modique, de leurs terres.

119. Ce qui caractérise notamment l'urbanisation dans les territoires d'Afrique, c'est que la population se déplace des campagnes vers les villes, et vice versa, et vers les Etats voisins. Ce phénomène est peut-être nécessairement et inévitablement lié au processus de développement de certains territoires mais il n'en n'est pas moins très préjudiciable à leur progrès économique et social et l'on reconnaît maintenant très généralement que la stabilisation de la main-d'œuvre est essentielle si l'on veut pouvoir compter sur des travailleurs efficaces et parvenir à des niveaux de vie satisfaisants. Le Comité souligne de nouveau que, pour stabiliser la population, il faudra, entre autres mesures, assurer aux travailleurs un logement permanent et adéquat, une formation professionnelle, plus de possibilités en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants et des salaires et autres avantages plus importants. Le Comité estime que la réforme des régimes fonciers dans les zones rurales contribuerait également à stabiliser la main-d'œuvre.

120. Parmi les éléments d'information dont disposait le Comité à sa treizième session figuraient des renseignements relatifs aux migrations de la main-d'œuvre, au logement, à l'assainissement, aux conditions de vie des travailleurs urbains, à la formation professionnelle et à l'enseignement technique ainsi qu'à l'action entreprise dans d'autres domaines du développement social urbain. Le Comité constate qu'il faut prendre des mesures pour mettre à la disposition des intéressés dans les villes des logements convenables à bon marché et développer les programmes de formation de la main-d'œuvre ainsi que les services sociaux ; à cet effet, il faudrait utiliser au maximum toutes les ressource-

ces disponibles — publiques, privées et internationales — de façon que l'action en faveur de la population urbaine en voie d'expansion rapide repose sur une base économique plus satisfaisante. A cet égard, le Comité rappelle la conclusion qu'il avait formulée dans son rapport de 1961 et selon laquelle il importe d'améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles de la vie à la campagne en vue d'enrayer une migration désordonnée et économiquement malsaine vers les villes. Le Comité estime donc qu'indépendamment de la nécessité d'augmenter sensiblement la productivité il faut prendre des mesures pour améliorer la situation sociale et culturelle des zones rurales en exécutant de vastes programmes de développement communautaire.

SANTÉ PUBLIQUE

121. Le Comité a souligné, lors des sessions précédentes, l'importance de la santé publique pour le progrès social et matériel des territoires non autonomes. A sa douzième session, le Comité, considérant que son rapport sur les progrès réalisés dans les territoires non autonomes contenait des renseignements très détaillés, a décidé de s'intéresser tout spécialement à certains aspects de la question tels que l'évolution générale des taux bruts de mortalité et des taux de mortalité infantile, la situation en ce qui concerne les maladies transmissibles, l'hygiène du milieu et la nutrition.

122. Dans la mesure où les indices des taux bruts de mortalité et des taux de mortalité infantile reflètent avec exactitude l'état de santé des populations des territoires non autonomes, les renseignements dont le Comité dispose semblent indiquer que, dans l'ensemble, la situation s'améliore. On enregistre en effet une tendance à la baisse de ces indices, ce qui prouve qu'on sauve maintenant d'une mort prématurée un plus grand nombre de vies humaines que par le passé.

123. Le Comité note que l'amélioration de la situation sanitaire est due à un ensemble d'efforts, d'ordre non seulement territorial mais aussi régional et international, qui ont consisté à améliorer l'organisation des services de santé publique, à augmenter les crédits affectés à la santé publique, à entreprendre des campagnes de lutte contre certaines maladies à incidence élevée, à développer la protection maternelle et infantile et à prendre des mesures générales, encore que très progressives, pour relever le niveau de vie. Le Comité constate en outre que, dans un certain nombre de territoires, l'établissement et l'exécution de plans de développement s'accompagnent généralement de l'élaboration de plans sanitaires à long terme. Il estime toutefois que, par rapport aux normes modernes, il reste beaucoup à faire pour améliorer la qualité des services de santé publique dans les territoires non autonomes. C'est ainsi que les systèmes d'adduction d'eau et d'évacuation paraissent insuffisants dans presque tous les territoires. Tout en reconnaissant que l'assainissement pose l'un des problèmes de santé publique les plus difficiles, le Comité souligne qu'une action énergique dans ce domaine est indispensable si l'on veut résoudre les problèmes sanitaires essentiels.

124. Le Comité note avec satisfaction que le volume de l'assistance et les types d'activités de l'OMS ainsi que le nombre des territoires qui bénéficient des services de cette institution et de son assistance technique s'accroissent régulièrement. En 1960, par exemple, deux tiers environ de l'ensemble des services d'experts et des bourses dont ont bénéficié les territoires non autonomes tant au titre du Programme élargi qu'à celui des budgets ordinaires de l'Organisation des Nations

Unies et des institutions spécialisées ont été fournis par l'OMS. Cette tendance s'est poursuivie en 1961. Cinquante-quatre bourses ont été accordées par l'OMS à des candidats des territoires non autonomes et 73 projets, dont 33 sont exécutés conjointement par l'OMS et le FISE et dont 15 bénéficient en outre d'une assistance de l'Organisation panaméricaine de la santé, sont en cours d'exécution dans 30 territoires. Le Comité note que le Conseil exécutif de l'OMS a décidé de continuer à aider au développement des services de santé publique dans les territoires non autonomes et d'insister sur l'importance que l'OMS attache à la formation théorique et pratique d'un personnel local suffisant pour faire face aux besoins actuels et futurs de la population.

125. Pour améliorer la situation sanitaire, il faut entreprendre une action coordonnée dans de nombreux domaines différents; tant que la population des territoires ne sera pas mieux à même qu'elle ne l'est actuellement de faire face à ses propres besoins, la coopération internationale, se traduisant par des programmes d'action bien conçus et convenablement exécutés, demeurera nécessaire pendant de longues années. A cet égard, le Comité reconnaît, avec l'OMS, combien il importe de donner des conseils aux territoires non autonomes qui en demandent, pour la mise en œuvre de programmes de santé publique nationaux, et notamment de procéder à des enquêtes pour déterminer les besoins de la population. L'OMS est en mesure de fournir ce type d'assistance aux territoires non autonomes si les autorités compétentes lui adressent une demande à cet effet. Le Comité recommande donc aux Etats Membres administrants ainsi qu'aux gouvernements des territoires de profiter de cette assistance. A ce propos, le Comité remercie l'OMS, le FISE et les diverses organisations régionales de l'aide qu'ils ont apportée en octroyant des bourses, en procédant à des études, en participant à la lutte contre les maladies endémiques et en fournissant un certain nombre d'autres services dans le domaine sanitaire et dans le domaine social.

126. Le Comité tient à souligner le rôle important que jouent le développement communautaire et l'éducation des adultes dans l'amélioration de l'état sanitaire, du fait qu'ils poussent la population à s'intéresser aux questions d'assainissement et à l'éradication des maladies endémiques et qu'ils encouragent les améliorations dans les domaines de la nutrition, de l'habillement, de la puériculture et de l'approvisionnement en eau.

X. — Préparation et formation de cadres administratifs et techniques autochtones dans les territoires non autonomes

127. Par sa résolution 1697 (XVI) du 19 décembre 1961, l'Assemblée générale a prié les Etats Membres administrants de communiquer des renseignements complets et détaillés sur les moyens de formation, ainsi que sur l'effectif actuel, la composition et le degré de préparation des services administratifs et techniques des territoires qu'ils administrent, en temps voulu pour que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes puisse les examiner et les étudier attentivement à sa prochaine session.

128. Le Comité était saisi des renseignements spéciaux qui lui avaient été soumis à sa douzième session³³, de l'analyse que le Secrétariat avait établie des déclarations écrites et orales faites par des Etats

³³ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 15, 1ère partie, annexe IV.

Membres administrants à la douzième session du Comité ainsi que des observations formulées par des Etats Membres non administrants au sujet de ces déclarations³⁴, des résumés de renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 pour l'année 1960³⁵, de renseignements spéciaux sur la question fournie par les Gouvernements de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie³⁶, et d'études spéciales sur l'enseignement préparées pour sa session³⁷.

129. Le Comité a examiné la question en même temps que celle des renseignements de caractère politique et constitutionnel et celle du progrès de l'enseignement, de sa 244ème à sa 254ème séance.

130. Le Comité a reçu des renseignements supplémentaires sur la préparation de cadres administratifs et techniques autochtones, grâce aux déclarations faites par un certain nombre d'Etats Membres administrants³⁸.

131. Le Comité prend note des mesures que les Etats Membres administrants ont adoptées pour former des cadres administratifs et techniques autochtones à la fois grâce à l'organisation de l'enseignement existant dans les territoires et au moyen de dispositifs spéciaux de formation. Cependant, vu le besoin urgent de personnel autochtone qualifié du point de vue administratif et technique, le Comité prie instamment les Etats membres administrants d'intensifier leurs efforts.

132. Le Comité est convaincu que la solution du problème dépend dans une très large mesure d'un développement rapide de l'enseignement secondaire et supérieur, ainsi que des moyens de formation technique et professionnelle. Comme il a examiné ces questions en détail pendant ses débats sur le progrès de l'enseignement, le Comité attire par conséquent l'attention sur les observations, relatives à ces questions, qui sont contenues dans le chapitre de son présent rapport concernant le progrès de l'enseignement.

XI. — Collaboration internationale et assistance technique en vue du progrès des territoires non autonomes

133. Le Comité était saisi d'un rapport sur la collaboration internationale dans le domaine du progrès économique, social et culturel³⁹, établi par le Secrétariat conformément à la résolution 220 (III) de l'Assemblée générale en date du 3 novembre 1948, et concernant les décisions prises par le Conseil économique et social et les études faites sous ses auspices qui présentaient un intérêt particulier pour les territoires non autonomes. Il était également saisi de rapports distincts préparés par l'UNESCO et l'OMS sur leurs activités dans les territoires non autonomes⁴⁰.

134. Le rapport du Secrétariat traitait des activités pertinentes du Conseil et de ses organes subsidiaires, des activités des Commissions régionales, de l'assistance technique internationale fournie aux territoires non autonomes et des activités en cours du Fonds spécial et de la BIRD.

³⁴ A/4851.

³⁵ A/5078 et Add.1 à 6, A/5079 et Add.2, A/5080 et Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19, A/5081 et Add.2.

³⁶ A/5122 et A/5125.

³⁷ A/AC.35/L.353, 356 et 360.

³⁸ Ces renseignements figurent dans les comptes rendus analytiques ci-après: Australie (A/AC.35/SR.254), Pays-Bas (A/AC.35/SR.247), Nouvelle-Zélande (A/AC.35/SR.245), Espagne (A/AC.35/SR.248 et 253) et Royaume-Uni (A/AC.35/SR.248 et 255).

³⁹ A/AC.35/L.359.

⁴⁰ A/AC.35/L.358, 360 et 362.

135. Le Comité a examiné ce point de son ordre du jour à ses 257ème et 258ème séances au cours desquelles des déclarations ont été faites par les représentants de l'Australie, de Ceylan, de l'Equateur, de l'Espagne, du Libéria et des Pays-Bas.

136. Le représentant des Pays-Bas a informé le Comité que la Nouvelle-Guinée néerlandaise recevait l'assistance de l'OMS et du FISE pour des campagnes de lutte contre le paludisme et la tuberculose, et du BAT et de l'OMS pour un projet d'assainissement, et que l'OMS lui avait accordé des bourses d'études pour la formation de médecins et de personnel médical. Le territoire recevait également l'assistance de la Communauté économique européenne, qui finançait une série de projets pour le développement du territoire, en particulier dans les domaines de la formation médicale et de la recherche agricole et géologique. Il a également informé le Comité que son gouvernement continuait à bénéficier de la coopération de la Commission du Pacifique sud et poursuivait sa collaboration avec le Gouvernement australien dans l'administration de leurs territoires contigus.

137. Le représentant de l'Australie a informé le Comité que des représentants du Papua avaient pris part à des réunions et des cycles d'études organisés par l'OMS et la FAO ou sous leurs auspices. Il a également informé le Comité que la coopération inter-territoriale se poursuivait, dans la région, par l'entremise de la Commission du Pacifique sud et que son gouvernement continuait à collaborer avec le Gouvernement des Pays-Bas, en particulier par la mise en commun de moyens de formation. Il a remercié l'ONU et les institutions spécialisées des nombreux moyens et services qu'elles mettent à la disposition de son gouvernement et des nombreux rapports et publications destinés à informer et à guider les Etats Membres administrants.

138. Les représentants de Ceylan et du Libéria ont félicité les institutions spécialisées du travail très utile qu'elles font dans les territoires non autonomes.

139. Le représentant de l'Equateur a exprimé l'avis que l'évolution générale de la collaboration internationale en vue de l'assistance technique aux territoires non autonomes était encourageante et il a félicité les institutions spécialisées de leur coopération à cette tâche si importante. Au sujet des travaux de la CEA, il a noté qu'elle avait discuté de la nécessité de moderniser d'urgence l'agriculture et avait examiné une étude préliminaire sur les effets économiques et sociaux des pratiques de discrimination raciale, qui contenait notamment des exposés concernant l'Angola, la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, le Kenya, le Mozambique et l'Ouganda. Il a estimé que ces discussions faciliteraient la tâche des gouvernements des territoires non autonomes et des Etats Membres administrants. Il a exprimé l'espoir que les Etats Membres administrants feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour appliquer les résolutions relatives au développement de l'éducation adoptées à la Conférence commune de la CEA et de l'UNESCO tenue à Addis-Abéba. Il s'est félicité qu'ait été créée l'Organisation des Caraïbes, pour favoriser le développement économique, social et culturel dans cette région, et a dit qu'il faisait des vœux pour son succès. Il a noté également avec satisfaction que le BAT avait créé un bureau régional à Port of Spain. Il a cité le travail très utile accompli dans la région Asie-Pacifique par la CEAEO et la Commission du Pacifique sud. Il a dit que l'offre qu'avait faite cette dernière d'aider à organiser des

cycles d'études subrégionaux où des représentants de différentes îles pourraient examiner certains problèmes communs était d'un grand intérêt et il s'est déclaré heureux de constater que le premier de ces cycles d'études avait eu lieu en 1961. Il a félicité le BAT d'avoir affecté pour 1961 et 1962, dans le cadre du programme ordinaire et du Programme élargi, près de 3 millions de dollars à 25 territoires non autonomes. Il a félicité également l'OMS, l'UNESCO, la FAO, l'OIT, le FISE et le Fonds spécial de ce qu'ils avaient fait dans les territoires non autonomes et a noté tout particulièrement que l'OMS avait fourni les deux tiers des services d'experts et des bourses accordés aux territoires au titre des programmes ordinaire et élargi d'assistance technique.

140. Le représentant de l'Espagne s'est référé au paragraphe 24 du rapport du Secrétariat sur la collaboration internationale dans le domaine du progrès économique, social et culturel, où il était indiqué que la CEA avait déploré que le Portugal et l'Espagne n'aient pas jugé bon de répondre aux communications que le secrétaire exécutif leur avait adressées en application de la résolution 24 (III) de cette commission. Cette résolution concernait la participation des territoires non autonomes aux travaux de la Commission en 1961 et exprimait le désir de la Commission de voir ces territoires représentés par des Africains. Le représentant de l'Espagne a déclaré que le rapport du Secrétariat ne tenait pas compte du memorandum en date du 17 avril 1962 par lequel le Gouvernement espagnol avait indiqué qu'il donnerait suite à la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1959, et à la résolution 24 (III) de la CEA, memorandum qui avait été distribué aux membres du Conseil économique et social ⁴¹.

141. Au cours des débats du Comité sur le progrès économique, le représentant du Royaume-Uni a informé le Comité que son gouvernement avait créé, en juillet 1961, un nouveau département — le Département de la coopération technique — dont sir Andrew Cohen était Directeur général. Ce département était chargé de coordonner, promouvoir et exécuter toutes mesures prises pour l'octroi d'une assistance technique aux pays d'outre-mer. Il coopérait étroitement avec les départements d'autres gouvernements s'occupant de travaux techniques, de même qu'avec les institutions spécialisées des Nations Unies. Il comprenait trois divisions, dont la première s'occupait des programmes régionaux d'assistance technique, la deuxième de l'assistance en matière d'enseignement, de mise en valeur des ressources naturelles et de développement social, et la troisième des questions de recrutement et des programmes de formation à la fonction publique. Le représentant du Royaume-Uni a ajouté que, comme les travaux de ce département concernaient à la fois des territoires dépendants et des pays indépendants, tout programme entrepris pourrait être poursuivi sans solution de continuité.

XII. — Questions relatives aux résumés et analyses qui ne figurent pas sous les rubriques précédentes

142. Le Comité a examiné ce point de son ordre du jour à ses 247^{ème} et 248^{ème} séances. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Equateur, de l'Espagne, de la Haute-Volta, du Libéria, du Pakistan et du Royaume-Uni. Un certain nombre de représen-

tants se sont également référés à cette question pendant la discussion d'autres points de l'ordre du jour.

143. Le représentant de l'Espagne a félicité le Secrétariat de la façon dont il avait établi les résumés des renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73.

144. Le représentant du Pakistan a regretté que le Gouvernement du Royaume-Uni n'ait pas communiqué de renseignements concernant la Rhodésie du Sud, renseignements qu'à son avis le Comité était pleinement fondé à recevoir. Il a exprimé l'espoir que des renseignements sur ce territoire seraient présentés au Comité à l'avenir. En ce qui concerne les renseignements d'ordre politique et constitutionnel fournis par les Etats Membres administrants, le représentant du Pakistan a exprimé l'avis qu'ils devraient contenir des indications complètes et précises permettant au Comité de juger du rythme de l'évolution. Il a exprimé l'espoir que les renseignements dont le Comité serait saisi à sa prochaine session contiendraient des indications sur les prochaines mesures constitutionnelles qui seraient prises dans les divers territoires et sur la date approximative de leur accession à l'indépendance.

145. Le représentant de l'Equateur a félicité le Secrétariat de la documentation qu'il avait établie à l'intention du Comité. Il a attiré l'attention sur le fait que les Etats Membres administrants devaient présenter le plus tôt possible les renseignements sur les territoires dont ils ont la charge, car tout retard était préjudiciable aux travaux du Comité.

146. Les représentants de Ceylan et du Libéria ont appuyé les observations du représentant du Pakistan concernant la communication par le Royaume-Uni de renseignements sur la Rhodésie du Sud, ainsi que la teneur des renseignements d'ordre politique et constitutionnel fournis par les Etats Membres administrants.

147. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation avait bien expliqué, à la seizième session de l'Assemblée générale, la position de son gouvernement concernant la communication de renseignements sur la Rhodésie du Sud lorsqu'elle avait dit :

"... le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas pu et ne peut pas fournir ce qu'il n'a pas. D'après les arrangements constitutionnels en vigueur depuis une génération, le Gouvernement de la Rhodésie du Sud n'est aucunement tenu de communiquer au Gouvernement du Royaume-Uni des renseignements sur les questions intéressant les domaines économique, social et de l'enseignement. Il ne l'a jamais fait et le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait pas le droit d'exiger qu'il le fasse. Telle est la raison simple pour laquelle le Royaume-Uni n'a pas pu et ne peut toujours pas fournir les renseignements en question à l'Organisation des Nations Unies⁴²".

148. Pendant le débat sur les renseignements d'ordre politique et constitutionnel, les représentants de l'Argentine, de Ceylan, du Libéria et du Pakistan ont exprimé le regret que le Gouvernement portugais n'ait pas communiqué de renseignements sur les territoires dont il est responsable, et ont exprimé l'espoir qu'il le ferait à l'avenir. En ce qui concerne la communication de renseignements d'ordre politique et constitutionnel, les représentants de l'Equateur, du Mexique et des Philippines ont exprimé l'espoir que les Etats Membres administrants qui n'avaient pas communiqué de renseignements de cet ordre le feraient dans un proche avenir. Les représentants du Libéria et de la Haute-Volta ont

⁴¹ E/L.953.

⁴² A/C.4/542, par. 13.

exprimé l'avis que des Etats Membres administrants ne devaient pas considérer les territoires africains dont ils avaient la responsabilité comme faisant partie de la métropole et que ces territoires devaient évoluer vers leur indépendance.

XIII. — Coopération avec le Comité spécial créé par la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale et chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

149. Par sa résolution 1700 (XVI), en date du 19 décembre 1961, l'Assemblée générale a prié le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes de communiquer ses rapports au Comité spécial chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Comité spécial des Dix-Sept), et de lui fournir la documentation pertinente dont il disposera, notamment les études préparées à son intention et dont le Comité spécial pourrait avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions.

150. Le Président a informé le Comité qu'il s'était mis en rapport avec le Président du Comité spécial des Dix-Sept, qui l'avait assuré que le Comité des renseignements serait informé de toutes décisions que prendrait le Comité spécial. Il a ajouté que le Comité des renseignements s'acquitterait des instructions qu'il avait reçues par la résolution 1700 (XVI) de l'Assemblée générale et que le rapport sur les travaux de sa treizième session serait communiqué au Comité spécial des Dix-Sept.

XIV. — Coopération avec le Comité spécial pour les territoires administrés par le Portugal, créé par la résolution 1699 (XVI) de l'Assemblée générale

151. Le Comité a pris note du fait que la résolution 1700 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, l'invitait à faire appel au concours du Comité spécial pour les territoires administrés par le Portugal. Le Comité a également pris note d'une lettre, en date du 8 mai 1962⁴³, par laquelle le Président par intérim du Comité spécial l'informait que le Comité spécial avait décidé de se rendre dans des pays d'Afrique pour réunir et compléter les données dont il avait besoin pour formuler les conclusions et observations qu'il devait présenter à l'Assemblée générale, et qu'à son retour, il établirait son rapport, qu'il présenterait au Comité spécial des Dix-Sept et à l'Assemblée générale.

XV. — Travaux futurs du Comité

152. Le Comité a examiné cette question à ses 257^{ème} et 258^{ème} séances. Il a examiné alors un document de travail rédigé par le Secrétariat⁴⁴, qui attirait l'attention du Comité sur les dispositions de la résolution 1700 (XVI) du 19 décembre 1961 par lesquelles l'Assemblée générale décidait que le Comité examinerait les renseignements d'ordre politique et constitutionnel communiqués par les Etats Membres administrants, aussi bien que les renseignements concernant les domaines techniques, et le chargeait d'entreprendre des études poussées sur les conditions et problèmes politiques, scolaires, économiques et sociaux de territoires situés dans la même zone ou région, sauf lorsque les circons-

tances exigeaient que le cas d'un territoire soit étudié séparément. Le document de travail suggérait un certain nombre de questions sur lesquelles des études spéciales pourraient être préparées pour la quatorzième session du Comité.

153. Les représentants de l'Argentine et du Pakistan ont estimé que l'examen des renseignements d'ordre politique et constitutionnel communiqués par les Etats Membres constituait l'aspect le plus important des travaux du Comité et que le Comité devrait donc concentrer son attention sur cet aspect de ces travaux à chacune de ses sessions. Comme le temps dont le Comité disposait était limité, il convenait peut-être de revenir à la pratique qui avait consisté à étudier tout à tour chacun des domaines techniques. En outre, le Comité aurait à entreprendre, aux termes de son nouveau mandat, des études poussées sur des problèmes qui se posaient dans tel ou tel territoire. Le représentant du Libéria a partagé cette manière de voir.

154. En ce qui concerne les études spéciales à préparer pour sa quatorzième session, le Comité a décidé que le Secrétariat devrait entreprendre des études sur les sujets ci-après, dans la mesure où le personnel actuellement disponible et les renseignements reçus le permettraient, et en accordant une priorité aux deux premiers sujets: 1) création et développement d'organes législatifs et exécutifs centraux; 2) institution progressive de modalités électorales démocratiques, assurant notamment la liberté de parole et de réunion aux partis politiques; 3) maintien d'un corps judiciaire indépendant et impartial; 4) établissement d'institutions d'administration locale; et 5) formation permettant aux autochtones d'accéder à tous postes dans les organes législatifs et exécutifs ainsi que dans la fonction publique. Le Comité a également décidé que le Secrétariat devrait préparer trois études relatives à des questions économiques: l'une sur la politique économique des gouvernements; la deuxième sur l'activité économique en matière d'agriculture, d'industrie, de mines, de commerce extérieur, etc.; la troisième sur l'effet qu'a l'évolution en ce qui concerne la masse des consommateurs.

XVI. — Contrôle et limitation de la documentation

155. Le Comité a pris note de la résolution 1272 (XIII), en date du 14 novembre 1958, par laquelle l'Assemblée générale a attiré l'attention de tous les organes et organes subsidiaires sur les recommandations contenues dans le rapport du Comité sur le contrôle et la limitation de la documentation.

XVII. — Adoption du rapport

156. A sa 259^{ème} séance, le Comité a examiné son rapport. Le représentant de l'Australie a formulé les réserves de son gouvernement au sujet du paragraphe 51 (chap. VI). Le représentant du Royaume-Uni a formulé les réserves de son gouvernement au sujet des paragraphes 52 à 54 (même chap.) en raison des observations qui y étaient faites sur certains territoires. Après avoir accepté sans opposition plusieurs amendements, le Comité a adopté son rapport à l'unanimité.

157. Ayant adopté à l'unanimité son rapport pour 1962, le Comité le présente pour examen et approbation à l'Assemblée générale et demande à celle-ci d'inviter le Secrétaire général à communiquer ce rapport, pour examen, aux Etats Membres de l'ONU responsables de l'administration de territoires non autonomes, au Conseil économique et social, aux commissions économiques régionales, au Conseil de tutelle, au Comité

⁴³ A/AC.35/L.363.

⁴⁴ A/AC.35/L.364.

spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indé-

pendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi qu'aux institutions spécialisées intéressées.

ANNEXE I

Ordre du jour du Comité

| <i>Points de l'ordre du jour</i> | <i>Cotes des documents</i> | <i>Comptes rendus analytiques A/AC.35/SR...</i> |
|--|--|---|
| 1. Ouverture de la session. | A/AC.35/INF.25 et Rev.1. | 243. |
| 2. Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur. | | 243. |
| 3. Adoption de l'ordre du jour. | A/AC.35/15 et Rev.1, A/AC.35/L.352. | 243. |
| 4. Progrès de l'enseignement dans les territoires non autonomes. | A/5078 et Add.1 à 6, A/5079 et Add.2, A/5080 et Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19, A/5081 et Add.2. | 244, 245, 246, 247, 248. |
| a) Dépenses faites pour l'enseignement; | A/AC.35/L.353, A/AC.35/L.354. | |
| b) Formation du personnel enseignant; | A/AC.35/L.353, A/AC.35/L.356. | |
| c) Enseignement secondaire et supérieur; | A/AC.35/L.353, A/AC.35/L.356. | |
| d) Enseignement professionnel et technique; | A/AC.35/L.353, A/AC.35/L.355, A/AC.35/L.356. | |
| e) Elimination de l'analphabétisme. | A/AC.35/L.357. | |
| 5. Renseignements politiques et constitutionnels sur les territoires non autonomes. | A/5078/Add.3 et Add.7 à 19, A/5079, Add.1 et Add.3 à 6, A/5080 et Add.2 à 4, 6, 7, 8 et Add.10 à 17, A/5081, Add.1 et Add.3 à 5, A/5120. | 249, 250, 251, 252, 253, 254. |
| 6. Préparation et formation de cadres administratifs et techniques autochtones dans les territoires non autonomes. | A/4785, A/5078 et Add.1 à 6, A/5079 et Add.2, A/5080, Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19, A/5081 et Add.2, A/5122, A/5125. | 247, 251, 252, 254. |
| 7. Progrès économiques dans les territoires non autonomes. | A/4371, A/5078 et Add.1 à 6, A/5079 et Add.2, A/5080 et Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19, A/5081 et Add.2; A/AC.35/L.353, 354, 360. | 255, 256. |
| 8. Progrès social dans les territoires non autonomes. | A/4371, A/4785, A/5078 et Add.1 à 6, A/5079 et Add.2, A/5080 et Add.1, 5, 7, 9, 18 et 19, A/5081 et Add.2; A/AC.35/L.353, 354, 360, 366. | 255, 256. |
| 9. Collaboration internationale et assistance technique en vue du progrès des territoires non autonomes. | A/AC.35/L.358, 359, 360, 362. | 257, 258. |
| 10. Questions relatives aux résumés et analyses qui ne figurent pas sous les rubriques précédentes. | A/AC.35/L.361 et Rev.1. | 257, 258. |
| 11. Coopération avec le Comité spécial créé par la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale et chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. | | 257, 258. |
| 12. Coopération avec le Comité spécial pour les territoires administrés par le Portugal, créé par la résolution 1699 (XVI) de l'Assemblée générale. | A/AC.35/L.363. | 257, 258. |
| 13. Travaux futurs du Comité. | A/AC.35/L.364. | 257, 258. |
| 14. Contrôle et limitation de la documentation (résolution 1272 (XIII) de l'Assemblée générale). | | 258. |
| 15. Adoption du rapport. | A/AC.35/L.365 et Add.1 et 2. | 259. |

ANNEXE II

Liste des territoires sur lesquels des renseignements ont été communiqués pour 1960, avec indication de leur superficie et de leur population

| Territoires | Superficies | | Population (milliers d'habitants) |
|---|------------------------|--------------------|---|
| | (Kilomètres carrés) | (Milles carrés) | |
| AUSTRALIE | | | |
| Ile des Cocos (Keeling) | 13 | 5 | 1 |
| Papua | 234 498 | 90 540 | 503 |
| ESPAGNE | | | |
| Fernando Póo | 2 034 | 785 | 63 |
| Ifni | 1 500 | 579 | 54 |
| Rio Muni | 26 017 | 10 045 | 183 |
| Sahara espagnol | 266 000 | 102 703 | 25 |
| ETATS-UNIS | | | |
| Guam | 549 | 212 | 67 |
| Iles Samoa américaines | 197 | 76 | 20 |
| Iles Vierges américaines | 344 | 133 | 32 |
| FRANCE | | | |
| Nouvelles-Hébrides | 14 763 | 5 700 | 60 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | |
| Iles Cook | 234 | 90 | 18 |
| Iles de Nioué | 259 | 100 | 5 |
| Iles Tokelau | 10 | 4 | 2 |
| PAYS-BAS | | | |
| Nouvelle-Guinée néerlandaise | 416 000 | 160 618 | 737 |
| ROYAUME-UNI | | | |
| Aden | 287 684 | 111 075 | 913 |
| Antigua | 442 | 171 | 54 |
| Bahama | 11 396 | 4 400 | 107 |
| Barbade | 431 | 166 | 232 |
| Bassoutoland | 30 344 | 11 716 | 697 |
| Bermudes | 53 | 20 | 43 |
| Betchouanaland | 712 249 | 275 000 | 350 |
| Bornéo du Nord | 76 115 | 29 388 | 454 |
| Brunéi | 5 765 | 2 226 | 84 |
| Dominique | 789 | 305 | 60 |
| Gambie | 10 369 | 4 003 | 284 |
| Gibraltar | 6 | 2 | 26 |
| Grenade | 344 | 133 | 89 |
| Guyane britannique | 214 970 | 83 000 | 561 |
| Honduras britannique | 22 963 | 8 866 | 90 |
| Hong-kong | 1 031 | 398 | 3 128 |
| Ile Maurice | 1 865 | 720 | 639 |
| Ile Pitcairn | 5 | 2 | 0,148 |
| Iles Caïmanes | 259 | 100 | 8 |
| Iles Falkland | 11 961 | 4 618 | 2 |
| Iles Fidji | 18 272 | 7 055 | 401 |
| Iles Gilbert et Ellice | 905 | 349 | 46 |
| Iles Salomon | 29 785 | 11 500 | 124 |
| Iles turques et caïques | 430 | 166 | 6 |
| Iles Vierges britanniques | 174 | 67 | 7 |
| Jamaïque | 11 425 | 4 411 | 1 614 |
| Kenya | 582 646 | 224 960 | 7 287 |
| Malte | 316 | 122 | 329 |
| Montserrat | 83 | 32 | 12 |
| Nyassaland | 119 311 | 46 066 | 2 860 |
| Nouvelles-Hébrides | 14 763 | 5 700 | 60 |
| Ouganda | 243 411 | 93 981 | 6 845 |
| Rhodésie du Nord | 746 256 | 288 130 | 2 460 |
| Saint-Christophe-Nièves et Anguilla | 396 | 153 | 57 |
| Sainte-Hélène | 122 | 47 | 5 |
| Sainte-Lucie | 616 | 238 | 86 |
| Saint-Vincent | 389 | 150 | 80 |
| Sarawak | 125 206 | 48 342 | 745 |
| Seychelles | 404 | 156 | 41 |
| Singapour | 581 | 224 | 1 665 |
| Souaziland | 17 363 | 6 704 | 266 |
| Trinité et Tobago | 5 128 | 1 980 | 828 |
| Zanzibar | 2 643 | 1 020 | 307 |

ANNEXE III

Etudes sur les conditions de l'enseignement dans les territoires non autonomes

Le Comité estime que les comptes rendus analytiques du débat qu'il a consacré, à sa treizième session, au progrès de l'enseignement dans les territoires non autonomes, ainsi que les études suivantes, qu'il a examinées, devraient être considérés comme faisant partie du présent rapport :

1. Moyens d'enseignement et programmes de formation dans les territoires non autonomes (Secrétariat de l'ONU)..... A/AC.35/L.353
2. Dépenses concernant l'enseignement dans les territoires non autonomes (Secrétariat de l'ONU)..... A/AC.35/L.354
3. Problèmes de formation professionnelle et d'éducation ouvrière dans les territoires non autonomes (OIT)..... A/AC.35/L.355
4. Etude sur l'enseignement postprimaire dans les territoires non autonomes (UNESCO) A/AC.35/L.356
5. L'élimination de l'analphabétisme dans les territoires non autonomes (UNESCO) A/AC.35/L.357
6. Services rendus par l'UNESCO aux territoires non autonomes (UNESCO) A/AC.35/L.358
7. Collaboration internationale dans le domaine du progrès économique, social et culturel (Secrétariat de l'ONU)..... A/AC.35/L.359
et Add.1
8. Education sanitaire et moyens de formation de personnel médical et de personnel des services de la santé publique dans les territoires non autonomes (OMS) A/AC.35/L.360
9. Date de réception des renseignements (Secrétariat de l'ONU)..... A/AC.35/L.361/
Rev.1
10. Activités de l'Organisation mondiale de la santé dans les territoires non autonomes, 1961/1962 (OMS)..... A/AC.35/L.362

ADRESSES OÙ LES PUBLICATIONS DE L'ONU SONT EN VENTE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.
Church Street, Box 724, Pretoria.

CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

ÉTHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP
University College of Ghana, Legon, Accra.

MAROC: CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ"
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: THE QUEEN'S PRINTER
Ottawa, Ontario.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION,
UNITED NATIONS, New York.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.
Aisina 500, Buenos Aires.

BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES
Casilla 972, La Paz.

BRÉSIL: LIVRARIA AGIR
Rua México 98-B, Caixa Postal 3291,
Rio de Janeiro.

CHILI:
EDITORIAL DEL PACIFICO
Ahumada 57, Santiago.

LIBRERIA IVENS
Casilla 205, Santiago.

COLOMBIE: LIBRERIA BUCHHOLZ
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS
Apartado 1313, San José.

CUBA: LA CASA BELGA
O'Reilly 455, La Habana.

ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA
Casilla 362, Guayaquil.

GUATEMALA: SOCIEDAD ECONOMICA-
FINANCIERA
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"
Port-au-Prince.

HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA
Tegucigalpa.

MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A.
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

PANAMA: JOSE MENENDEZ
Agencia Internacional de Publicaciones,
Apartado 2052, Av. 8A, Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS
DE SALVADOR NIZZA
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA
DOMINICANA
Mercedes 49, Santo Domingo.

SALVADOR: MANUEL NAVAS Y CIA.
1a. Avenida Sur 37, San Salvador.

URUGUAY: REPRESENTACION DE EDITORIALES,
PROF. H. D'ELIA
Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE
Av. Miranda, No. 52, Edif. Galipán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT
Rangoon.

CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244,
Colombo.

CHINE:
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei,
Taiwan.

THE COMMERCIAL PRESS, LTD.
211 Honan Road, Shanghai.

CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING
CO., LTD.
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY
25 Nathan Road, Kowloon.

INDE:
ORIENT LONGMANS
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras
et New Delhi.

OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY
Calcutta et New Delhi.

P. VARADACHARY & COMPANY
Madras.

INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD.
Gunung Sahari 84, Djakarta.

JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD.
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

PAKISTAN:
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY
Dacca, East Pakistan.

PUBLISHERS UNITED, LTD.
Lahore.

THOMAS & THOMAS
Karachi.

PHILIPPINES: ALEMAR'S BOOK STORE
769 Rizal Avenue, Manila.

SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD.
Collyer Quay.

THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD.
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-
PAPETERIE XUÂN THU
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saigon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):
R. EISENSCHMIDT
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

ELWERT UND MEURER
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

ALEXANDER HORN
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. SAARBACH
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

AUTRICHE:
GEROLD & COMPANY
Graben 31, Wien, 1.

B. WÜLLERSTORFF
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES
DE LA PRESSE, S. A.
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD.
Nørregade 6, København, K.

ESPAGNE:
LIBRERIA BOSCH
11. Ronda Universidad, Barcelona.

LIBRERIA MUNDI-PRENSA
Castelló 37, Madrid.

FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA
2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE: ÉDITIONS A. PÉDONE
13, rue Soufflot, Paris (V°).

GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN
28, rue du Stade, Athènes.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE
Dublin.

ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR
EYMUNDSSONAR H. F.
Austurstraeti 18, Reykjavík.

ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA
SANSONI
Via Gino Capponi 26, Firenze,
et via D.A. Azuni 15/A, Roma.

LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSSCH-
SCHUMMER
Place du Théâtre, Luxembourg.

NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM
Karl Johansgate, 41, Oslo.

PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA.
186 rua Aurea, Lisboa.

ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE
P. O. Box 569, London, S.E.1
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

SUÈDE: C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOK-
HANDEL A-B
Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE:
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.
Lausanne, Genève.

HANS RAUNHARDT
Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE: ČESKOSLOVENSKÝ
SPISOVATEL
Národní Třída 9, Praha 1.

TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES:**
MEJDOUNARODNAJA KNIGA
Smolenskaja Plochtchad, Moskva.

YUGOSLAVIE:
CANKARJEVA ZALOŽBA
Ljubljana, Slovenie.

DRŽAVNO PREDUZEĆE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11,
Beograd.

PROSVJETA
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

PROSVETA PUBLISHING HOUSE
Import-Export Division, P. O. Box 559,
Terazije 16/1, Beograd.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP
Baghdad.

ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin, St.,
Tel Aviv.

JORDANIE: JOSEPH I. BAHOUS & CO.
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK
COOPERATIVE
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

Océanie

AUSTRALIE: MELBOURNE UNIVERSITY
PRESS, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.1.

NOUVELLE-ZÉLANDE: UNITED NATIONS
ASSOCIATION OF NEW ZEALAND
C. P. O. 1011, Wellington.

[62F1]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de bureaux de vente peuvent être adressées à la Section des ventes, ONU, New York (É.-U.), ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).